

Sous la coordination de Martin Rieussec et Gilles Vanderpooten
Justine Arnaud, Timothée Elkihel, Robin Rérat

Moment d'agir !

Un appel de la jeunesse

Préface de Jean-Marie Pelt

Illustrations d'Adrien Rérat



Extrait du catalogue Jouvence

Devenez Locavores, Catherine Choffat, 2012
Petit traité de résilience à l'usage des surmenés,
Philippe Maire, 2012
Petit manifeste du rebelle engagé, 2011
Fabien Rodhain
Petit éloge de l'ennui, Odile Chabrillac, 2011

« Le futur n'est pas un endroit où nous
allons, mais un milieu que nous créons. »
John H. Schaar

Catalogue gratuit sur simple demande
Éditions Jouvence

France : BP 90107 – 74161 Saint-Julien-en-Genevois Cedex
Suisse : CP 184 – 1233 Genève-Bernex
Mail : info@editions-jouvence.com
Site internet : www.editions-jouvence.com

© Éditions Jouvence 2012
ISBN 978-2-88911-314-9

Illustrations de couverture : Adrien Rérat
Illustrations internet : Adrien Rérat pages 23, 30, 48, 55, 92.
Maquette Couverture : Interscript
Maquette intérieure : Quarma Production
Photographies : Fotolia.com © Dened p.19, © Elenathewise p. 35,
© cienpiesnf p.38, © Christopher Jones p. 53, © PrintingSociety p.
70, © pixarno p. 78, © Sarunyu p. 83. Portraits des auteurs © Elodie
Loos (pour G.Vanderpooten) et © Fabrice Demurger (pour J. Arnaud).

Tous droits de reproduction, traduction et adaptation réservés pour tous pays

Sommaire

Préface	7		
Préambule	11		
1. Oxygénons la démocratie !	19		
1. Un véritable gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple	23		
2. Pour une fiscalité qui encourage les comportements vertueux	30		
3. Des nouvelles technologies pertinentes pour les Hommes et la Terre	33		
4. Les principes démocratiques dans l'entreprise	40		
5. Pour des États généraux de la santé !	45		
6. La démocratie, l'Éducation nationale et les défis du xx ^e siècle	48		
2. Développons la diversité des territoires !	53		
1. Vers l'autonomie alimentaire	56		
2. 100 % d'énergies renouvelables et locales, 0 % de nucléaire ?	66		
3. Petits commerces versus grandes surfaces	74		
4. Des territoires pour s'épanouir	79		
		5. La révolution en cours des transports collectifs	80
		3. Vers une mondialisation vertueuse !	85
		1. La valeur de l'exemple	86
		2. Encadrons la finance pour le bien-être de tous !	91
		3. Protégeons ce qui doit l'être	97
		4. L'Union européenne, un espace influent à préserver et développer	103
		Conclusion	108
		Remerciements	111
		Notes	112
		Les auteurs	117
		La collection Plan B	121

Préface

Ce livre m'est parvenu à son heure au moment où l'échec spectaculaire du Sommet Rio+20 semble avoir porté un coup sévère à l'écologie. En réaction, je me disais : « Désormais, il est temps d'agir, et vite. » Face à la démission des politiques, il est temps pour la société civile de prendre le relais, et de repenser l'écologie dans sa cohérence première. Trop de discours répétitifs sur les périls encourus et trop peu de visions globales et transversales sur la société qu'il convient désormais de construire ou de reconstruire.

L'intérêt de ce livre est de sortir entièrement des sentiers battus. On n'y parle pratiquement pas de crise, pas non plus des catastrophes qui se dessinent à l'horizon. Mais on y propose, au sens propre du terme, un modèle de société crédible. C'est la crédibilité de ce projet porté par des jeunes qui m'a le plus frappé. En le lisant, je pensais à l'adage célèbre « L'utopie n'est pas de rêver l'impossible, c'est plutôt d'agir pour qu'advienne ce qui n'est pas encore advenu. » Dans cet ouvrage, pas une proposition qui ne soit susceptible d'être mise en œuvre concrètement dans le sillage d'une crise qui désagrège notre société figée, mais où

s'offrent des opportunités nouvelles pour le monde de demain. Les anciens Grecs parlaient de *Kairos*, mot que les romains traduisirent par *opportunitas*. La crise, c'est le temps de la métamorphose comme aime le dire Edgar Morin.

Certes, tout ne pourra pas être mis en oeuvre immédiatement. Il en est ainsi, par exemple, de la sortie du nucléaire ou du passage à une agriculture écologique et durable. Avoir su prendre en considération ce facteur temps est un des mérites de ce livre. Il était sage que des jeunes insistent sur ce point, ce qui rend leurs propositions matures, cohérentes et crédibles. On est loin ici d'une certaine écologie incantatoire où le catastrophisme pourrait conduire à baisser les bras.

Le mérite des auteurs, c'est que toutes les propositions qu'ils portent paraissent raisonnables et réalisables. On aimerait qu'elles inspirent les responsables politiques au plus haut niveau. J'ai beaucoup aimé en particulier que s'y exprime le rêve d'une démocratie profonde et apaisée. Très pertinente aussi la réflexion sur le bon usage de la chimie et des technologies, à l'heure où l'absence de précautions préalables aux mises sur le marché des nouveautés génère des pollutions insidieuses et des problèmes de santé dévastateurs comme on le voit avec la flambée des cancers, par

exemple. Très urgent aussi le pari de rendre vertueuse la mondialisation en commençant par l'Europe, à laquelle les auteurs sont comme moi très profondément attachés.

Moment d'agir respire la bonne santé d'une jeunesse que notre société crispée sur des égoïsmes catégoriels ne sait pas accueillir. Le lecteur constatera que cette jeunesse précisément est porteuse d'une formidable espérance. Qu'elle est précisément cette génération future à laquelle on songe lorsqu'on s'engage pour le développement durable. Dans le paysage ravagé de l'écologie, concept qui pourrait sembler être en déclin après une élection présidentielle où elle était à peine présente, *Moment d'agir* apporte une généreuse bouffée d'air. J'en conseille la lecture aux jeunes, d'abord, qui auront pour mission de mettre en oeuvre ce projet, et aux moins jeunes qui devront les y aider en consentant les engagements et peut-être aussi les sacrifices nécessaires. Je souhaite vivement que cet ouvrage que j'ai beaucoup aimé trouve auprès d'un large lectorat le plein succès qu'il mérite.

Jean-Marie PELT
Président de l'Institut européen d'Écologie
Professeur honoraire de l'université de Metz

Préambule

« (...) lorsqu'il n'y a pas de vision,
le peuple meurt. »
Franklin Delano Roosevelt

Cet ouvrage a été écrit par un collectif de jeunes. Il est la suite du livre *Bonheur d'agir !* Autour de nous, de plus en plus de camarades et d'amis sont touchés par le cancer, les allergies, le diabète, l'obésité et autres maladies causées pour une bonne part par la pollution de l'air, de l'eau et de la Terre. Certains en meurent et beaucoup d'autres en souffrent. Et nous nous rendons bien compte que la dégradation de l'environnement progresse avec son lot de conséquences aux quatre coins du monde, affectant l'ensemble de l'humanité. Et les plus pauvres sont les plus touchés¹. C'est profondément injuste !

En 1992, la quasi-totalité des États de la planète s'est réunie à Rio de Janeiro² pour énoncer les principes d'un « développement durable ». L'une des idées principales est que les modes de vie d'une génération ne doivent pas compromettre

la possibilité des générations futures à vivre. Nous sommes la première « génération future » et nous payons un lourd tribut à l'insuffisance d'ambition pour préserver la Terre. Car il y a un lien étroit entre la santé et l'environnement³.

Heureusement, pour bâtir de nouvelles sociétés, à la fois démocratiques, sociales, économiques, culturelles et écologiques, nous ne partons pas de zéro. Bien des personnes ont déjà changé de mode de vie pour respecter davantage la Terre. Des responsables politiques font tout ce qu'ils peuvent pour relever les défis actuels, et un nombre croissant d'entrepreneurs⁴ œuvrent pour une responsabilité accrue aux niveaux social et environnemental ! Mais, il y a encore du chemin à faire.

La raison de cet ouvrage est de partager une vision. Celle de jeunes qui ont confiance en l'avenir ; qui sont convaincus que nous pouvons écrire et non subir l'histoire. Celle de jeunes qui veulent interpeller l'ensemble de la société.

Nous pensons qu'est venu le moment de passer des intentions aux actes ; qu'il ne faut plus attendre pour agir ; qu'il ne faut plus différer ce que nous pouvons faire dès aujourd'hui.

Car la situation est grave. Nous vivons une période de crise majeure aux multiples facettes toutes liées les unes aux autres. Les inégalités sociales sont de plus en plus importantes en France comme dans le monde, l'accès à l'emploi est difficile voire impossible, l'état de la Terre n'a jamais été aussi dégradé sous la pression des activités humaines, beaucoup d'entre nous – 14 % de la population mondiale⁵, 6 % des Franciliens⁶ – ne mangeons pas à notre faim et n'avons pas la possibilité de vivre dignement – 13 % des Français vivraient sous le seuil de pauvreté⁷. Ces crises forment un cocktail explosif qui, s'il n'est pas traité par des réponses adéquates, nous amènera à réduire notre qualité de vie. Dresser la liste des crises serait long, là n'est pas notre propos. Nous voulons aller de l'avant.

Si nous devons individuellement faire des efforts pour que la situation s'améliore, nous pensons toutefois que la sphère politique a une responsabilité majeure. Les décideurs qui observent la dégradation de l'environnement avec passivité sont encore beaucoup trop nombreux ! Ils doivent passer du rôle de spectateur à celui d'acteur. Nous attendons d'eux qu'ils soient fiers de leurs décisions et actions en se regardant devant la glace. Nous attendons qu'ils soient fiers, car convaincus d'avoir

fait les meilleurs choix pour les générations futures et existantes, en premier lieu pour la jeunesse d'aujourd'hui. Nous attendons d'eux qu'ils fassent ce pour quoi ils sont élus : agir pour le peuple et dans le sens de l'intérêt du plus grand nombre. Rien de plus.

La sphère politique a la responsabilité de construire une vision de société dont nous pourrions être fiers. De proposer des étapes et des moyens pour atteindre cette vision, qui soient réalistes, débattus et partagés par les citoyens. Elle a la responsabilité, par-delà les divergences, parfois de façade, de trouver des dénominateurs communs suffisamment forts et partagés pour être unis. Car « seule l'union fait la force » !

Cette vision doit être bien plus aboutie que celle que nous proposons dans cet ouvrage, qui n'a d'autre prétention que d'indiquer des pistes qui nous semblent souhaitables et de bon sens. Car nous découvrons le monde, sa complexité et savons qu'élaborer un projet de société prend du temps. Certes, nous sommes jeunes, et notre projet de société n'est pas mature... mais cela n'entache pas la possibilité de proposer des perspectives qui favorisent le débat démocratique !

Nous pensons que la démocratie, et donc la politique, est à la société ce que le cœur est à l'être humain : parmi ce qu'il y a de plus précieux. Précieux, car un élément central de son bon fonctionnement. C'est le cœur qui donne à l'être humain sa puissance physique, mais aussi son intelligence émotionnelle. C'est la politique qui doit avec puissance orienter la marche de la société pour le meilleur de chacun de ses membres actuels et futurs.

Dans cet ouvrage, il est question de réformes politiques afin que deux textes essentiels à la nation française, la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸ et la charte de l'Environnement⁹ entrent enfin en application. Notre rêve est que ces deux textes soient mis à leur juste place, c'est-à-dire au cœur de l'action politique. Et qu'ils l'influencent.

De quoi est-il question dans cet ouvrage ? D'une société dont nous pourrions être fiers ; d'initiatives et d'alternatives que nous souhaitons voir se mettre en place ; de notre vision de l'avenir.

Dans cette société « désirable » que nous appelons de nos vœux, nous évoluons dans un environnement sain, avons un logement décent, une alimentation saine, un travail ou une formation

qui ont du sens. Nous bénéficions d'un système de santé, d'une égale protection devant la loi et d'un accès à la culture. Ceux qui le souhaitent prennent part à la direction des affaires publiques, élus par des citoyens vigilants à l'égard de leurs intentions et compétences. Qui ne souhaiterait pas une telle société ?

Nous dirigeons-nous aujourd'hui vers un tel horizon ? Vers un paysage où tout un chacun bénéficie de ce dont a besoin un être humain pour être heureux et épanoui ? Nous n'en sommes pas certains... D'où cet ouvrage et ces idées que nous voulons partager avec vous !

Ce livre est construit en trois parties. Chacune fait part de changements à mettre en œuvre non seulement par les responsables politiques et économiques, mais par nous, citoyens et individus qui formons la collectivité et pouvons déployer notre pouvoir de décision et d'action.

Il est question, dans une première partie, d'une régénération d'une démocratie malade et de l'indispensable audace requise pour relever les défis actuels. Est ensuite proposée l'importance de développer la diversité des territoires. Le troisième chapitre

aborde la vision d'une mondialisation vertueuse, où les peuples se hissent mutuellement vers le haut et partagent ce qu'ils ont de meilleur. S'il est dans cet ouvrage question de la France, il s'adresse plus largement à l'ensemble des sociétés car nos avenir sont intimement liés.

Oxygénons la démocratie !



Alors qu'une crise multiple affecte la France et l'humanité, il y a urgence à réformer notre démocratie, la gouvernance des entreprises et l'usage des nouvelles technologies afin qu'émerge une société plus saine et plus juste. Elle sera propice à l'épanouissement de ses membres avec, pour pilier, une nouvelle approche de l'éducation.

La démocratie en France est malade. Alors que de l'autre côté de la Méditerranée, nombreux sont ceux qui risquent leur vie pour la liberté d'expression et le droit à choisir leurs gouvernants, une grande partie d'entre nous, ici en France, se désintéresse de la chose publique abandonnant même son droit de vote. Comme si voter ne pouvait rien changer à notre vie, comme si la vie politique ne nous concernait pas ! Notre démocratie pâtit non seulement du taux d'absentéisme souvent élevé qui questionne la légitimité des élus, mais aussi de la faible représentativité des élus au regard des composantes de la société, notamment des catégories socioprofessionnelles. Les plus pauvres sont de moins en moins candidats aux élections et donc de moins en moins élus et représentés. En témoignent le résultat des élections cantonales de 2011. Alors que les ouvriers constituent environ 14 % de la population, ils ne représentaient que 2 % des candidats, contre 4 % six ans plus tôt¹⁰. La démocratie est malade et elle est précieuse. Elle est l'un des plus beaux héritages de nos aînés. La démocratie, c'est la confiance en l'intelligence du peuple et donc en chacun d'entre nous pour faire les meilleurs choix. C'est l'art de concilier les intérêts des uns et des autres. L'art du dialogue et du vivre ensemble. L'art de faire vivre nos valeurs et d'améliorer les conditions de vie de tous. Cultiver cet art est vital pour notre avenir !

L'histoire de la démocratie est récente. Il est souhaitable qu'elle évolue dans les années à venir, la réalité d'aujourd'hui n'étant certainement pas à la hauteur de l'exigence démocratique.

C'est aux représentants du peuple de fixer un cadre pour l'ensemble de la société ; un cadre qui n'enlève pas la liberté d'agir de chacun tout en mettant cette liberté au bénéfice de l'ensemble d'entre nous. Certes, le communisme tel qu'il a été dramatiquement mis en œuvre, a montré ses limites avec de nombreuses illustrations en étouffant notamment par trop de régulation l'esprit de liberté des Hommes. Il était bien loin des aspirations originelles.

Mais qu'en est-il du libéralisme tel qu'il prédomine aujourd'hui ? D'un libéralisme qui, bien qu'offrant une grande liberté d'actions à ceux qui savent et peuvent en tirer partie, déstabilise la société par manque de régulation et dégrade la Terre. D'un libéralisme qui se soustrait volontiers aux considérations environnementales et sociales qui devraient primer dans les règles du commerce mondial. La Terre et par voie de conséquence ses habitants sont les premiers affectés par cette absence de régulation. En témoignent les changements climatiques dont nous payons d'ores et déjà les conséquences avec des tornades et tempêtes de plus en plus fréquentes¹¹ – dont

l'origine est clairement liée à une production et à un développement mal maîtrisés. En témoigne également la priorité trop souvent donnée aux règles du commerce, de la compétitivité, de la productivité, sur les droits de l'homme.

Face à cela, la sphère politique doit impérativement mettre en place une meilleure régulation. Plus forte. Plus juste. Qui soit au service des principes originels de la démocratie ; au service des valeurs de justice, d'égalité et de solidarité. Cette régulation mise en place par les représentants du peuple doit être au bénéfice de tous.

N'oublions pas que la démocratie, c'est « *le gouvernement, du peuple, par le peuple et pour le peuple*¹² ». Lorsque nous observons les niveaux de participation aux élections, témoins d'un désintérêt et du peu d'espoir suscité par les responsables politiques, force est de constater que des réformes sont nécessaires pour oxygéner et faire évoluer notre démocratie ! Ainsi renouvelé, il y aura davantage de forces vives pour penser et mettre en place cette nouvelle régulation qui est vitale au bon fonctionnement de la nation. Nous proposons cinq axes pouvant participer à ce nouvel élan :

1. Limiter la reconduction des mandats
2. Limiter le cumul des mandats
3. Comptabiliser les votes blancs
4. Exercer la démocratie au quotidien
5. Développer l'initiative et la pétition citoyenne

1. Un véritable gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple

• Limiter la reconduction des mandats

Tout d'abord, il s'agit de limiter le renouvellement des mandats à un et un seul. Pour que dès sa prise de fonction, l'élu ait conscience du caractère limité dans le temps de son mandat. Nous pouvons espérer qu'ainsi il œuvre à transmettre et à affirmer une vision politique claire et sans malice, et suscite le goût de l'action politique chez ses concitoyens.



Mettre fin à la reconduction des mandats – anormalement considérée comme acquise et naturelle aujourd’hui – ouvrira l’élection à une plus grande diversité de citoyens. Ne serait-ce pas le signe d’une meilleure santé de la démocratie ? Remémorez-vous l’article 2 de notre Constitution : « *Un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple*¹³. » La démocratie suppose bien une assise politique la plus large possible au sein de la population, et non l’apanage de quelques professionnels !

Que penser d’un élu à qui le prix d’une baguette de pain ou d’un ticket de métro est étranger ? Comment prétendre mettre en place de bonnes politiques, c’est-à-dire au service du peuple, si les élus se trouvent si distants de ces réalités ? Faciliter le passage du monde du travail à celui d’élus et inversement est important. L’un des arguments souvent opposé à l’idée de limiter les mandats est le suivant : un élu serait d’autant plus efficace qu’il connaît depuis longtemps ses dossiers (car, nous assure-t-on, comme si le mandat politique devait être assimilé à un métier, c’est la garantie de l’expérience et du professionnalisme...). C’est probablement vrai dans certains cas, mais la collectivité a probablement plus à gagner à un renouvellement de ses élus qu’à leur permettre d’occuper un même poste trois mandats d’affilée. Nous

pouvons y voir deux avantages. Premièrement, plus un élu occupe longtemps une fonction, plus le risque est grand que la sphère économique exerce sa force de lobbying et de pressions répétées qui peuvent le détourner de son rôle premier : agir pour le plus grand nombre. Deuxièmement, la possibilité de reconduire son mandat amène nécessairement l’élus à évaluer et adapter ses choix politiques au regard de sa popularité et en vue d’une future élection. Dès lors, les politiques publiques qui sèment l’avenir, et qui peuvent être impopulaires à court terme mais populaires à long terme car permettant de faire face aux défis, risquent de se trouver opportunément mises de côté en fonction des échéances. Ce point est crucial. Les élus ont-ils pour rôle de plaire et de s’occuper uniquement des enjeux de court terme ou de mettre en œuvre des politiques qui s’intéressent à la fois au court et, surtout, au long terme ? Forcément, les politiques nécessaires pour relever les défis écologiques vont amener des changements dans le quotidien des Français. Ce seront des changements in fine positifs. Mais comme pour toute transition, il y aura des résistances au sein de la population. Les politiques doivent développer un courage et une pédagogie pour la mise en place des réformes nécessaires pour le meilleur avenir de tous. Enfin, voici un dernier argument qui va dans le sens d’une limitation des mandats. Notre vie est un incessant transfert

de compétences. Ce que nous avons appris à la maison nous sert à l'école. Au travail, nous nous servons des outils intégrés à l'école. Et d'un emploi à un autre, nos compétences sont réactualisées, complétées, enrichies. Finalement, nos compétences sont riches de nos différentes activités. L'idée selon laquelle seuls des professionnels de la politique peuvent diriger le pays nous semble caduque. Les qualités d'un bon responsable politique parmi lesquelles le courage, une vision de l'avenir, le discernement, les valeurs et la coordination d'une équipe sont aussi des qualités nécessaires dans le monde du travail.

• **Limiter le cumul des mandats**

Limiter le cumul des mandats oxygénerait la démocratie. Comment est-il possible de bien effectuer trois ou quatre mandats simultanément ? Ne serait-il pas plus pertinent que trois ou quatre personnes effectuent scrupuleusement le travail qu'une seule personne ne peut véritablement accomplir pleinement ? Interdire le cumul des mandats, ou le limiter à deux par exemple, amènerait mathématiquement le peuple à être mieux représenté par une plus grande diversité d'élus. Cette mesure viendrait appuyer, là aussi, l'article 2 de notre Constitution.

• **Comptabiliser les votes blancs**

Il est aussi nécessaire que soient comptabilisés les votes blancs. Il est honteux que ceux qui ne se retrouvent dans aucun candidat et participent au jeu démocratique voient leur participation assimilée à une abstention ! Qu'est-ce qui justifie que le vote blanc ne soit pas pris en compte ? Le risque de mesurer le nombre de personnes qui croient en la démocratie, puisqu'ils se déplacent pour voter, mais sans porter leur choix sur un candidat ? Un système en bonne santé accepte les critiques pour pouvoir s'améliorer. Nous espérons que bientôt les votes blancs seront pris en compte et que nous en analyserons les raisons plutôt que de faire preuve de déni.

• **Exercer la démocratie au quotidien**

La vie politique peut aller au-delà du simple bulletin de vote et faire partie du quotidien. Prenons l'exemple du comité de quartier de Sainte-Croix à Oloron-Sainte-Marie, une jolie petite ville de 11 000 habitants dans les Pyrénées-Atlantiques. Le premier lundi de chaque mois les habitants se réunissent. Chacun, à tour de rôle, apporte de quoi boire et ils discutent de ce qui peut être amélioré dans l'espace commun qu'ils partagent : une

belle place, quelques rues et un parc. Parmi les réalisations issues de ces discussions citoyennes, il y a eu un changement de la circulation devant le collège pour mieux sécuriser ce lieu de passage. Habitant dans le quartier, ces citoyens sont on ne peut mieux placés pour émettre des propositions auprès du maire, comme ce fut ici le cas, où pour mettre en œuvre eux-mêmes ce qu'ils souhaitent lorsque c'est possible. Ainsi dernièrement, ils ont nettoyé la place principale puis partagé un repas – offert par le boucher traiteur du coin – une fois la tâche accomplie. Autre idée : celle de trouver des terrains mis à disposition des habitants qui le souhaitent pour partager et cultiver un jardin.

Que les élus encouragent la participation des citoyens à ces comités de quartiers en écoutant les demandes et en y répondant lorsque cela est possible peut accélérer la prise de conscience que la voix de chacun, le rôle de chacun est important. C'est, qui plus est, très convivial de mieux connaître ses voisins et de leur dire bonjour en les interpellant par leur prénom. Nous ne sommes plus des individus isolés, anonymes au milieu d'autres anonymes, nous sommes reliés à un territoire, à une communauté. Notre vie peut être ainsi colorée d'un nouveau sens. En participant aux choix de ce qui fait le quotidien de la communauté, nous construisons un sens partagé.



L'initiative et la pétition citoyennes

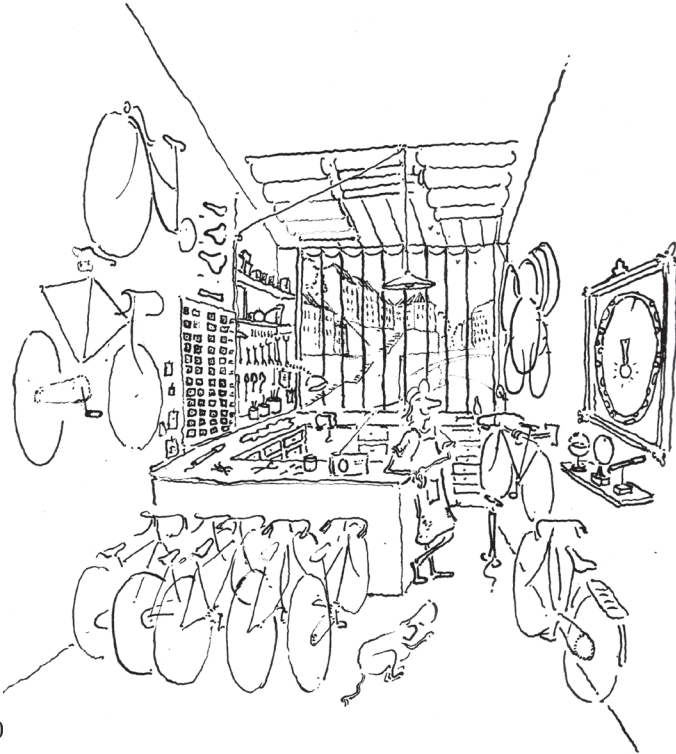
L'initiative citoyenne européenne entrée en vigueur en mai 2012 veut permettre aux citoyens européens de s'approprier les orientations politiques de l'Union européenne¹⁴. Une pétition ayant recueilli 1 million de signatures dans au moins 7 des 27 États membres sur une période de moins d'un an, pourra être considérée comme « une invitation faite à la Commission européenne de présenter une proposition législative dans un domaine dans lequel l'UE est habilitée à légiférer ».

Les conditions d'exercice de ce droit doivent être suffisamment ambitieuses pour permettre aux citoyens de pouvoir questionner les choix de la Commission européenne et de se faire entendre. Le dispositif, s'il offre un progrès en termes de démocratie européenne, reste très prudent. Suffira-t-il à rendre l'Europe plus démocratique ?

En France, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) offre la possibilité de déposer des pétitions citoyennes¹⁵. Cinq cent mille signatures sont en théorie nécessaires pour que la pétition fasse l'objet d'un avis du CESE, pour ensuite être adressée et étudiée par le Premier ministre, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Une seule pétition a été déposée à ce jour, qui concerne « la situation économique des personnes autistes », et regue bien qu'elle n'ait pas atteint le seuil. Cet outil n'est pas suffisamment exploité. Emparez-vous-en !

2. Pour une fiscalité qui encourage les comportements vertueux

Durant plusieurs vacances d'été, l'un d'entre nous a exercé comme mécanicien dans un magasin de cycles. La fiscalité française l'a encouragé à gaspiller les ressources naturelles plutôt qu'à les



préservier. De quelle manière ? D'un point de vue économique, il est bien plus avantageux face à une crevaison de remplacer la chambre à air percée par une neuve plutôt que de la réparer. C'est simple, notre camarade n'en a jamais réparé une seule pour un client ! Par conséquent, il en a jeté par centaines. Alors que nous savons les ressources en pétrole limitées et connaissons l'impact de l'or noir sur le réchauffement climatique, nous le gaspillons et nous sommes encouragés à le faire par les politiques publiques en vigueur, et par le gaspillage érigé en mode de fonctionnement.

Ce qui est vrai pour les chambres à air de vélo l'est aussi pour d'autres produits. Actuellement, règne l'obsolescence programmée d'un grand nombre de biens : machines à laver, appareils électroménagers, ordinateurs, imprimantes... Il est très difficile, quand ce n'est pas impossible, de les faire réparer. Et souvent, les vendeurs mettent en avant qu'acheter un produit neuf coûte moins cher. Outre la responsabilisation de chacun, une mesure possible serait de taxer davantage les matières premières aux frontières de l'Union européenne. Cela devra se faire progressivement pour que la transition soit possible et que les acteurs économiques puissent s'adapter. Taxer davantage le pétrole, l'acier, le fer orientera les acteurs vers la fabrication de produits à longue

durée de vie car réparables. En augmentant le coût du pétrole, les chambres à air de vélo coûteraient plus cher. Par conséquent, il deviendrait économiquement plus intéressant de les faire réparer plutôt que de les jeter. Il serait d'autant plus intéressant économiquement de les faire réparer, s'il y a une diminution des charges sociales et donc du coût du travail. Cette baisse des charges sociales serait compensée par l'apport d'argent de la taxe sur les matières premières afin de ne pas porter atteinte au financement de la Sécurité sociale. Avec la mise en place de telles mesures, bien des métiers pourraient prendre un nouvel essor : réparateurs en informatique et électroménager, mécaniciens. Et à l'inverse, des produits manufacturés pour la plupart fabriqués dans des usines délocalisées, les emplois créés le seraient localement avec l'avantage de ne pas être « délocalisables » dans la mesure où une réparation effectuée localement est bien plus rentable que réalisée à l'autre bout du monde. Cette économie, où la durée de vie plus longue des produits et la possibilité de les réparer deviendraient la norme, ne changerait en rien notre qualité de vie : faire du vélo avec une chambre qui a des rustines ou qui est neuve quelle est la différence ? Que la durée de vie de nos imprimantes passe de deux à cinq ans, qu'est-ce que cela changerait pour nous, usagers, sinon en bien ?

3. Des nouvelles technologies pertinentes pour les Hommes et la Terre

En Occident, sans conteste, de nombreuses innovations technologiques ont été sources de confort. Machine à laver, électricité courante, téléphone ou encore Internet nous ont rendu la vie plus facile. Mais les nouvelles technologies ne sont pas forcément toutes bonnes et dans toutes les circonstances. Un regard de la société qui fixe un cadre aux innovations technologiques, pour qu'elles soient véritablement au service de tous, est indispensable. Ce cadre à l'heure actuelle n'existe pas vraiment. Si l'innovation industrielle se distingue aujourd'hui, c'est bien par l'opacité. Sous couvert de secret industriel, les résultats des analyses de sang des animaux de laboratoire qui ont servi à évaluer la toxicité d'OGM n'avaient pas été révélés au grand public. Un procès a dû être intenté pour les obtenir¹⁶ ! Et malheureusement ils montraient des signes de toxicité hépato-rénale¹⁷.

Le manque d'évaluation des risques a aussi été à l'œuvre pour la majeure partie des 100 000 molécules chimiques de synthèse utilisées dans l'industrie¹⁸. Il est étrange que les responsables politiques aient été à ce point conciliants avec les industriels. Peut-être, cela

est-il dû aux promesses de création d'emplois par les industriels avec le développement de la chimie, puis des OGM dans les années 1990 et enfin des nanoparticules dans les années 2000. Mais force est de constater que nous faisons face à un chômage de masse et depuis un moment ! Le laxisme des responsables politiques au niveau de l'évaluation des risques sanitaires s'est accompagné d'un chômage croissant depuis trente ans. Il atteint plus de 20 % chez les 15-24 ans en France¹⁹ et près de 50 % en Espagne²⁰ ! Force est aussi de constater où nous mène un tel laisser-aller avec les industriels. Par exemple, il n'est pas obligatoire de stipuler la présence de nanomatériaux dans les yaourts, tubes de dentifrice et autres crèmes solaires qui en contiennent²¹. Alors que les effets sur la santé et l'environnement sont pour une large part inconnus et que très peu de moyens sont alloués pour les connaître ! Force est aussi de constater *a posteriori* toutes les maladies et tous les décès causés par l'absence de garde-fous à l'innovation industrielle ! Rappelons-nous l'épisode de l'amiante²². En France, l'amiante est jugée responsable de 10 % à 20 % des cancers du poumon et pourrait être à l'origine de 100 000 décès d'ici à 2025. Nous savons aujourd'hui que sur plus de 100 000 molécules chimiques de synthèse utilisées par l'industrie chimique, moins de 5 % ont été évaluées. Et que parmi elles, on compte des perturbateurs endocriniens. Ces derniers altèrent l'action

de nos hormones et causent de nombreux désordres : cancers, troubles du comportement ou encore diabète. Le niveau de rentabilité actuel des produits industriels (bouilloires en plastique, pesticides, contenants alimentaires, etc.) repose dans la très grande majorité des cas sur une absence d'évaluation sérieuse de leurs impacts sanitaires et environnementaux à long terme. En effet, le coût très élevé de ce type d'étude est économisé, car non réalisé. Ainsi, des profits vont aux bénéficiaires des entreprises qui fabriquent ces produits alors que les coûts générés par les maladies induites, en partie, par certaines de ces molécules, sont supportés par la société. Il sera très difficile pour un malade d'intenter un procès contre un fabricant de produits industriels car les causes sont souvent multifactorielles, et qu'une période longue peut s'écouler entre l'exposition à la molécule et le déclenchement de la pathologie. Autrement dit, le niveau de rentabilité actuel de bien des produits de consommation courante est permis car nous sommes considérés comme des cobayes !





LE SAVIEZ-VOUS

Le 12 octobre 2011, les députés français ont voté l'interdiction du bisphénol A dès 2014 dans les contenants alimentaires. Cette molécule, très répandue dans notre environnement, est notamment présente dans les boîtes de conserve ou canettes. Notre contamination s'effectue par l'alimentation car la molécule migre du contenant au contenu. Cette molécule toxique dérègle notre système endocrinien et est suspectée de provoquer cancers, diabète, obésité, troubles de la reproduction et du comportement. Le Réseau Environnement Santé et le député Gérard Bapt ont joué un rôle majeur pour que cette décision soit prise. Le collectif Appel de la jeunesse avait organisé en ce sens une campagne de sensibilisation au printemps 2011 devant l'Assemblée nationale intitulée « Générations cobayes, non merci ! - Stop au BPA²³ ».

Le site de la campagne « Générations cobayes, non merci ! » : www.generationscobayes.org

Grâce aux actions courageuses d'associations, tels le CRIIGEN²⁴, Générations futures²⁵ et le Réseau Environnement Santé²⁶, le rôle de la pollution chimique dans l'augmentation des maladies chroniques est mieux connu du grand public. Aussi, un cadre européen a été mis en place pour mieux réglementer les molécules chimiques de synthèse : le règlement REACH prévoit d'évaluer la toxicité de 30 000 des 100 000 molécules d'ici à 2018, montrant la voie à un encadrement plus sérieux des activités industrielles. C'est une bonne chose, car l'éthique n'est pas naturellement ni spontanément de mise pour tous les acteurs économiques. Le regard de la société, par la voix de l'État, pour veiller à limiter les impacts sanitaires et environnementaux des activités industrielles est donc essentiel. Aussi, la voix des citoyens à travers les associations est capitale à faire-valoir comme contre-pouvoir, questionnant l'utilité des produits et l'acceptabilité des risques qu'ils peuvent induire. Mais comment faire pour que demain les innovations technologiques fassent la preuve de leur innocuité avant de pouvoir être généralisées ? Et surtout comment faire pour évaluer leur pertinence ?

Avant la mise sur le marché, des recherches de toxicité chronique sont nécessaires. C'est-à-dire que nous regardions si sur le long terme un produit est toxique. C'est très important, car nous savons

4. Les principes démocratiques dans l'entreprise

Jean Jaurès fut l'un des grands bâtisseurs d'un État démocratique laïque et moderne. Voici un extrait d'un discours donné dans un lycée à Albi, en juillet 1903, au sujet de la société et du monde du travail. N'est-il pas encore d'actualité ?

« Nombreux sont les glissements et nombreuses les chutes sur les escarpements qui mènent aux cimes ; mais les sommets ont une force attirante. La République a vaincu parce qu'elle est dans la direction des hauteurs, et que l'homme ne peut s'élever sans monter vers elle. La loi de la pesanteur n'agit pas souverainement sur les sociétés humaines, et ce n'est pas dans les lieux bas qu'elles trouvent leur équilibre. Ceux qui, depuis un siècle, ont mis très haut leur idéal ont été justifiés par l'histoire. Et ceux-là aussi seront justifiés qui le placent encore plus haut. Car le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la

propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. À un système qui divise et qui opprime, il entend substituer une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre, travailleurs de la main et travailleurs du cerveau, sous la direction de chefs librement élus par eux, administreront la production enfin organisée³⁰. »

Le « travail organisé selon le type républicain » dont parle Jean Jaurès fonctionne aujourd'hui au sein de nombreuses coopératives dans tous les domaines. Ces entreprises, qui existent depuis plus de deux siècles, sont originales dans leur fonctionnement, les décisions étant prises collectivement selon le principe « une personne égale une voix ». C'est – en théorie et souvent dans la pratique – fort différent d'entreprises « classiques » où des actionnaires extérieurs à la production imposent des orientations et exercent une pression parfois démesurée. Les membres adhèrent à une éthique fondée sur « l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme³¹ ». Ces expressions peuvent sembler creuses à l'heure où tout le monde s'en revendique opportunément. Sauf qu'ici, elles correspondent souvent à des réalités concrètes. Ces entreprises sont mal connues du grand public. Elles emploient pourtant plus de 900 000 salariés en France³² et au niveau mondial, génèrent plus de 100 millions d'emplois soit 20 % de plus que l'ensemble

des sociétés multinationales³³. Elles ont en outre globalement démontré une plus grande résistance et stabilité face à la crise économique et financière.

Instaurer des principes démocratiques dans toutes les entreprises n'est certainement pas simple, mais peut aller dans le sens d'un épanouissement au travail et stimulant pour les salariés, en leur donnant – c'est le cas dans un certain type de coopératives, les SCOP – voix au chapitre des décisions qui les concernent en premier lieu, en valorisant leurs talents, en les responsabilisant, en leur permettant d'élire leur dirigeant et de discuter les orientations. Cet aspect participatif, qui est par analogie au cœur du fonctionnement de notre corps où les interactions et la coopération sont permanentes entre nos cellules, peut aussi exister et fonctionner dans des entreprises « classiques ».

ZOOM

Pourquoi ne pas imposer que les conseils d'administration de toute entreprise française soient composés de 50 % de salariés ? C'est possible, car cela existe dans plusieurs pays d'Europe. En Allemagne, les entreprises de plus de 2 000 salariés y sont soumises depuis plus de soixante ans³⁴ !

Les problèmes de gouvernance au sein des entreprises atteignent des sommets au niveau de la composition des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Il est étonnant de constater que quatre-vingt-dix-huit personnes détiennent à elles seules 43 % des droits de vote des entreprises de l'indice³⁵. Le salarié peut, dans ce cadre-là, être souvent réduit à une « ressource humaine » dédiée à produire de la valeur ajoutée à l'entreprise. Il n'est pas étonnant de constater, dans ces conditions, que le salarié ne soit qu'une variable d'ajustement des trajectoires de croissance des entreprises. L'augmentation des contrats précaires (CDD et travail intérimaire), entre 1982 où ils représentaient moins de 4 % à près de 12 % en 2006, en est l'une des nombreuses illustrations³⁶.

BON À SAVOIR

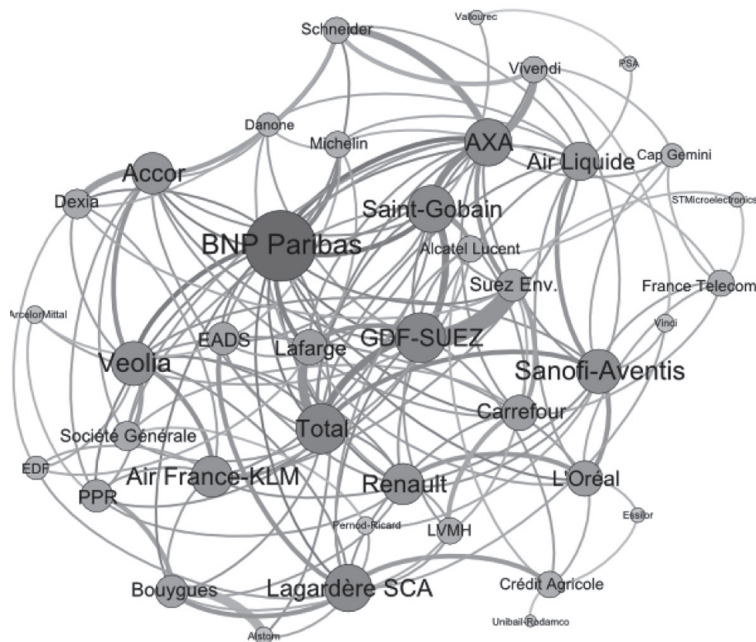


Provenant des États-Unis, le label « **B corporation** » propose aux entreprises, souhaitant renforcer l'utilité sociale et environnementale de leurs activités, de suivre un processus de certification assurant aux citoyens que l'entreprise est au service du bien-être public³⁸ !

B CORPORATION

À RETENIR

La composition des conseils d'administration du CAC 40 ou la consanguinité des réseaux d'affaires³⁷.



réalisé à l'aide de Gepi 0.7 alpha et Inkscape 0.46
Copyright : PesC 2010

5. Pour des États généraux de la santé !

Nous sommes quasiment tous concernés, ou l'un de nos proches, par une maladie chronique. Ces maladies comme le cancer, le diabète, l'obésité, les allergies et d'autres émergentes comme l'hypersensibilité sont en pleine croissance.

ZoOM
Un Français sur six est atteint d'une maladie chronique grave³⁹.

Au niveau des allergies, le nombre de personnes concernées a doublé en vingt ans. Elles touchent 30 % de la génération après 1980, soit 18 millions de personnes dont 12 millions atteintes de rhinites allergiques et 4 millions d'asthme⁴⁰. Pour les cancers, l'évolution est semblable. Depuis trente ans, en Europe chaque année le nombre de nouveaux cas augmente chez les enfants et les adolescents. Et cette tendance s'accélère⁴¹ ! Alors qu'il y avait en 1980 en France 170 000 nouveaux cas de cancers, il y en a eu 320 000 en 2005. Une augmentation de +93 % chez les hommes et de +88 % chez les femmes⁴². Le diabète est désormais la principale affection, 1,9 million de malades, dont le coût est estimé à environ 10 milliards d'euros. En 2011, neuf millions de personnes, soit un assuré du régime général sur six, souffraient d'une

maladie chronique grave, et ce nombre a augmenté entre 3,5 % et 4,2 % par an depuis 2005⁴³. Le coût de ces maladies est pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale. Ces malades représentent les deux tiers des dépenses de santé et environ 90 % de leur croissance.

Les plus touchés sont les plus pauvres. C'est ce qui explique la différence d'espérance de vie de sept ans entre un ouvrier et un cadre supérieur⁴⁴. La part des dépenses de santé dans le produit intérieur brut ne cesse d'augmenter au point que l'Organisation mondiale de la santé lance un signal d'alerte en soulignant que ces maladies font « peser un fardeau de plus en plus lourd sur les systèmes de santé, l'économie et la société⁴⁵ ». En 2009, les dépenses de santé représentaient en France 11,8 % du PIB⁴⁶.

Où allons-nous en continuant ainsi ? Vers des dépenses de santé de moins en moins remboursées car leur coût ne sera pas supportable économiquement ? La santé n'est-elle pas ce que nous avons de plus précieux ?

Dans ce contexte, mettre en place des États généraux de la santé permettrait, premièrement, de poser le diagnostic de l'état sanitaire de la France. Bien que l'espérance de vie ait augmenté depuis cinquante ans, et c'est une bonne nouvelle, nous traversons une crise sanitaire

dont la caractéristique est une épidémie de maladies chroniques. Deuxièmement, dévoiler au grand jour que les inégalités sociales de santé ne font qu'augmenter depuis vingt-cinq ans, et qu'elles signent un échec partiel des politiques de santé⁴⁷. Nous avons tous droit à la santé, quel que soit notre niveau de vie. Troisièmement, de mettre en place une stratégie pour construire un nouveau système de santé efficace. C'est-à-dire un système qui s'intéresse à l'ensemble des déterminants de la santé et non uniquement au système de soins. Les déterminants de la santé sont nombreux, il y a notamment notre niveau d'éducation, la densité en espaces verts de notre quartier, la proximité d'installations sportives, la présence de polluants chimiques dans notre environnement, le fait d'exercer une profession et les conditions de celle-ci. Nous pouvons donc améliorer l'état de santé général en œuvrant sur d'autres leviers que le seul système de soins. Par ailleurs, il est indispensable que l'accent soit mis sur la prévention des maladies et sur une collaboration de la médecine allopathique et des médecines dites « douces » comme l'ostéopathie et l'acupuncture que de plus en plus de Français plébiscitent. Notons que les ostéopathes réalisent plus de vingt millions de consultations par an⁴⁸.

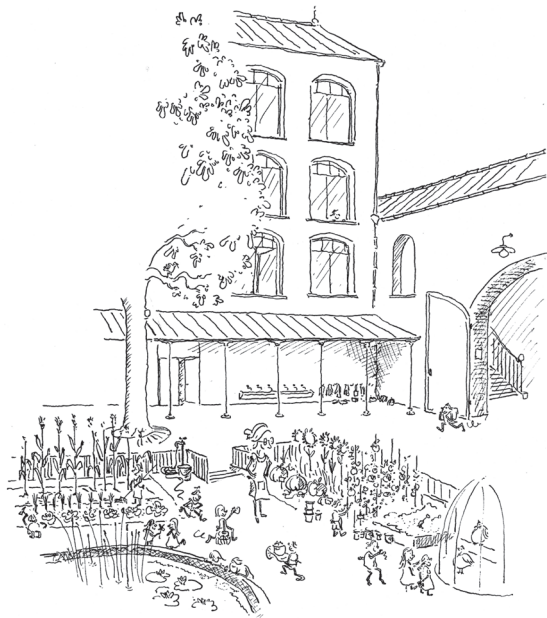


Zoom

Le gouvernement suisse a décidé de réintégrer les médecines non « traditionnelles » dans l'assurance maladie obligatoire, pour une période d'essai de six ans⁴⁹.

6. La démocratie, l'Éducation nationale et les défis du xx^e siècle

Au collège et au lycée nous apprenons d'une part la biologie, d'autre part la géographie. De manière générale, la tendance est à un enseignement segmenté, cloisonné par discipline. Par conséquent, nous développons peu la conscience et la connaissance des liens entre les différentes disciplines. Or, nous vivons dans un monde complexe où à tous les niveaux d'organisation – celui d'une personne, une entreprise, une ville ou une nation – il y a des interactions



entre les sphères de la culture, de l'agriculture, de l'économie, de l'écologie et du transport, pour n'en citer que quelques-unes. Pour former au mieux les nouvelles générations à pérenniser et développer des démocraties sociales, économiques, culturelles et écologiques, il est nécessaire qu'elles connaissent les interactions à l'œuvre qui sous-tendent la possibilité des sociétés à exister. La première des grandes interactions, nous en sommes convaincus, est le lien entre notre santé et l'environnement dans lequel nous vivons et évoluons. Vivre heureux et en bonne santé sur une planète malade n'est pas possible sur le long terme. Il est essentiel que l'Éducation nationale intègre le plus possible dans le cursus scolaire une notion fondamentale : nous sommes des êtres de relations. Seuls, nous ne pouvons vivre. Nous vivons grâce aux activités des uns et des autres et surtout grâce aux services que nous offre la nature, dont fait partie la stabilité du climat.

Dans ce sens, faire en sorte qu'il y ait dans chaque école primaire un jardin serait un premier pas. Ainsi, les enfants développeraient la perception que leur vie dépend de ce que la Terre nous offre avec les végétaux. Alors ils comprendraient une évidence : la respecter, c'est se respecter. Cette compréhension ne serait pas uniquement intellectuelle, ce serait une compréhension vécue car ils en auraient fait l'expérience avec leurs sens : leurs mains lorsqu'ils cultiveront des salades ou d'autres plantes.

Comprendre une donnée intellectuellement ne change pas forcément notre vie, faire l'expérience d'une donnée, la vivre nous transforme par contre davantage.

Enfin, l'école est un lieu d'apprentissage privilégié de la vie démocratique. La démocratie repose sur la confiance dans le peuple pour se gouverner lui-même. Elle implique que les citoyens fassent de « bons » choix pour que les représentants du peuple agissent véritablement dans l'intérêt du peuple. Les jeunes étant les décideurs de demain, il est important de se demander ce qu'il leur sera nécessaire pour développer le discernement. Parmi la richesse des enseignements, nous pensons qu'il manque quelque chose. C'est la pratique du débat. Lors de la scolarité, les temps d'échanges où les élèves doivent confronter des avis en développant et en discutant des argumentaires différents sont rares. Si à la maison, ils ne le font pas non plus où vont-ils donc développer ces aptitudes d'élocution, d'esprit critique et surtout d'écoute que nécessite le débat démocratique ?

Demain, l'Éducation nationale doit favoriser la curiosité et la compréhension des liens entre les disciplines, permettre aux jeunes de passer du temps dans la nature en jardinant, par exemple, ou à travers d'autres activités, et enfin œuvrer afin que les futurs citoyens décideurs puissent participer au débat démocratique – c'est-à-dire qu'ils développent l'écoute mutuelle, l'élocution et la construction d'un esprit critique.

Conclusion

* * *

Oxygéner la démocratie, c'est permettre à notre pays de retrouver l'esprit de ses fondateurs : « Un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Un renouvellement régulier et une grande diversité d'élus seront les gages d'actions au service de l'intérêt général. De plus, après de trop nombreux épisodes douloureux parmi lesquels le scandale du Médiateur® et la vache folle, il est indispensable que l'humain soit au centre des préoccupations dans les entreprises, l'élaboration des nouvelles technologies et du système de santé. L'enjeu est celui de la légitimité sociale des décisions prises. Les populations sont-elles associées aux choix - ce qui favorise une sagesse - ou otages de décisions prises sans concertation ? Aux responsables politiques d'associer le plus possible le peuple aux questions essentielles ! Et aux citoyens d'y participer ! Tout cela sera facilité par une école qui encourage davantage l'esprit critique et l'écoute, fondements du débat démocratique.

Développons la diversité des territoires !



Viser une certaine autonomie alimentaire et énergétique des régions, choisir de favoriser la diversité des territoires, des cultures agricoles, des savoir-faire et des petits commerces à taille humaine, accélérer la transition écologique de la mobilité ; c'est construire un environnement riche en opportunités pour ses habitants !

La diversité des territoires, c'est parmi ce que nous avons de plus précieux. La développer, c'est renforcer l'attractivité de chaque région de France. De tout temps, les Hommes se sont adaptés à leur environnement en construisant avec les matériaux de proximité, en cuisinant avec ce qu'ils pouvaient cultiver et produire sur place. C'est de cette organisation, chaque fois unique entre un territoire et des hommes, enrichie par le brassage de populations migrantes, que se sont façonnées des cultures et des identités différentes. Lorsque nous avons la chance de grandir sur un territoire et de connaître son histoire, au moins en partie, nous avons des racines. Nous savons d'où nous venons et nous pouvons alors donner une direction, un envol à notre vie.

Pour plusieurs raisons, liées de près ou de loin à la mondialisation économique, un courant s'est développé depuis trente ans. C'est celui de l'homogénéisation du monde. Nous l'observons avec la généralisation d'enseignes, de marques et de produits identiques de la France aux États-Unis en passant par le Japon, le Maroc ou Madagascar – qui n'a pas sa Vache qui rit[®] son Coca-Cola[®] ou son Nutella[®] ? Une autre illustration de cette dynamique est la diffusion d'une culture uniformisée avec les films et téléfilms projetés à travers le monde sur les petits et grands écrans. Il est vrai que le courant de l'homogénéisation du monde peut être bénéfique dans une certaine mesure. Avec, notamment, le développement

du sentiment d'appartenance à une grande communauté dû au partage d'éléments de culture communs. Mais il est tout de même important de mesurer à quel point il serait risqué, voire dangereux, de diluer nos identités respectives dans une culture de masse aseptisée, reliée à aucun territoire en particulier. C'est un enjeu crucial pour l'avenir de l'humanité. De la différence, nous pouvons nous enrichir. Alors que du copier-coller, nous nous vidons de notre essence. Développer uniquement l'homogénéisation du monde et mettre de côté sa diversité, c'est prendre ce risque : en devenant des étrangers à nous-mêmes, nous devenons étrangers les uns aux autres. C'est le pire des scénarios que nous puissions imaginer.



1. Vers l'autonomie alimentaire

Il y a cent ans, la France était riche de la culture de centaines de variétés de pommes, de pêches et de tomates. Et puis, de standardisation en standardisation cette diversité a chuté drastiquement. Pourtant cette diversité était un patrimoine précieux, le fruit de l'adaptation de plantes à un territoire fait d'un ensoleillement, d'une terre et d'une pluviométrie uniques.



BON À SAVOIR

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que 75 % des variétés cultivées ont disparu entre 1900 et 2000⁵⁰.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est interdit pour les paysans de commercialiser les graines qu'ils ont récoltées l'année précédente. S'ils souhaitent acquérir des graines, ils sont contraints de les acheter à des semenciers⁵¹. Souvent, les graines sont dites F1, il s'agit d'hybrides à forts rendements dont la descendance présente des rendements médiocres et n'est donc pas utilisée par l'agriculteur. S'il ne produit pas lui-même ses graines, il se trouve pieds et mains liées aux semenciers. C'est la plupart du temps le cas. Les semenciers, de manière générale, n'ont qu'une faible variété de types de semence par espèce de plante. Ils

favorisent donc une homogénéisation des cultures. Dans le même temps, les plus hautes instances, l'ONU ou le Programme des Nations unies pour l'environnement, clament haut et fort que l'année 2010 a été l'année de la biodiversité et qu'il faut tout faire pour la préserver⁵². Comment peut-il y avoir un tel décalage entre la réalité des faits et les grandes annonces pour préserver la biodiversité ? Pourquoi n'est pas encouragée la culture des très nombreuses variétés de blés, de tomates et de pommes dont nous avons encore les graines ? Pourquoi acceptons-nous ce hold-up des semences par quelques grosses entreprises ? Pourquoi les responsables politiques laissent-ils faire cela ? Pourquoi chaque agriculteur n'a-t-il pas le droit de vendre ses graines à ses voisins paysans tout naturellement ? Pourquoi des associations qui œuvrent pour préserver cette diversité des semences, à l'image de Kokopelli, ne sont-elles pas décorées par les autorités publiques plutôt qu'attaquées en justice⁵³ ? Les pouvoirs publics doivent soutenir ces associations et changer la réglementation en matière de semence au plus vite.

Par ailleurs, sur le plan alimentaire, l'absence d'autonomie, qui est la capacité d'un pays à produire ce qui lui est nécessaire pour vivre, est un grand vecteur d'instabilité géopolitique. Répondre aux besoins

alimentaires de plus de sept milliards d'êtres humains est l'un des défis majeurs du XXI^e siècle. En effet, de nombreux facteurs concourent à la raréfaction des denrées alimentaires et donc à la hausse de leur prix⁵⁴ : l'accroissement de la population mondiale et de la consommation de viande dans les pays émergents, la disparition des terres agricoles sous l'effet cumulé de l'urbanisation, de la désertification, de l'érosion, de l'acidification et de la salinisation des sols, l'augmentation de la production des agrocarburants, et des phénomènes météorologiques extrêmes en lien avec le changement climatique.

Souvenons-nous des émeutes de la faim qui se sont produites dans plusieurs pays – en Afrique du Nord notamment – en 2008. Elles sont en partie dues à des phénomènes climatiques (inondations, hivers rudes, sécheresses et feux en Russie) et à la spéculation sur les denrées alimentaires, qui ont entraîné une hausse majeure du prix du pain au point que les gens descendent dans la rue, la faim au ventre.

Agir efficacement pour que nous et les générations à venir puissions tous manger correctement implique de développer une agriculture durable qui respecte les sols et de viser une certaine autosuffisance alimentaire au niveau des pays et s'en

rapprocher le plus possible au niveau local. Cela nécessite de protéger les agricultures locales car elles sont souvent concurrencées de façon déloyale par certaines agricultures intensives, généralement aidées financièrement par les gouvernements de leur pays, qui produisent en masse pour l'exportation. Ainsi, dans beaucoup de pays africains, les paysans disparaissent du fait de l'introduction sur leurs marchés de produits alimentaires issus de l'agriculture européenne. Pour protéger ces agricultures locales de ces denrées alimentaires d'importation, une solution est de mettre des taxes douanières suffisamment importantes.

Enfin, nous mesurons aujourd'hui les dégâts causés par l'agriculture intensive : la pollution des rivières et nappes phréatiques, la baisse de fertilité des sols⁵⁵ et nombre de maladies comme le cancer ou les malformations de naissance dues aux pesticides de synthèse⁵⁶. S'il est de plus en plus connu du grand public que l'agriculture intensive nuit à la santé des citoyens, l'idée que celle-ci représente un coût économique majeur pour la société demeure encore, pour beaucoup d'entre nous, difficile à appréhender. Et pourtant, les coûts des externalités négatives – ceux qui ont un impact négatif sur l'environnement – générés par les pratiques de l'agriculture intensive sont importants, mais invisibles pour

le consommateur car ils ne sont pas répercutés dans les prix des produits alimentaires, mais indirectement *via* les impôts et les taxes.

Concernant la pollution des eaux par exemple, le constat est accablant. Le surplus de dépense des ménages causé par ces pollutions est évalué entre 1 000 et 1 500 millions d'euros, dont 640 à 1 140 millions d'euros sont directement répercutés sur la facture d'eau. Ce qui correspond entre 7 et 12 % de cette facture en moyenne nationale⁵⁷. Sur ce point, quand bien même l'agriculture biologique peut paraître plus chère dans les rayons, elle ne génère en tout cas aucun coût externe supplémentaire pour le citoyen.

Parfois, l'agriculture « traditionnelle » est opposée à l'agriculture « naturelle » ou « biologique ». Mais, c'est un leurre ! L'agriculture traditionnelle, celle qui s'est perpétuée au fil des siècles, au fil des millénaires, c'est l'agriculture naturelle. Elle existe depuis 10 000 ans. L'agriculture avec des produits

chimiques de synthèse est très récente. Elle a moins d'une centaine d'années. Elle n'est pas durable car elle nécessite de grandes quantités de pétrole pour fabriquer



ZOOM

Les Français auraient davantage de pesticides dans le sang que les Américains d'après une étude de l'Institut national français de veille sanitaire⁵⁹ !

les engrais azotés et les autres intrants. Rien qu'en France, 63 700 tonnes de pesticides ont été vendues en 2009⁵⁸, ce qui fait de la France le plus gros consommateur en Europe.

Le coût pour les agriculteurs varie de 87 euros par hectare pour une culture de tournesols à près de 1 267 euros par hectare pour les pommes de table⁶⁰. Or, les réserves de pétrole - celles-là même à partir desquelles les pesticides sont fabriqués - sont limitées. De plus, nous connaissons les conséquences sur le climat de l'usage de cette ressource. Il est donc temps de changer d'agriculture pour qu'elle devienne pérenne, respectueuse de l'environnement et de notre santé.

Le Grenelle de l'environnement a été positif de ce point de vue, avec le plan Écophyto⁶¹ qui prévoit la réduction de l'usage des pesticides de 50 % d'ici à 2018. Il est nécessaire non seulement d'atteindre cet objectif et de s'en donner les moyens – notamment en refusant la remise en question de ces mesures prises collectivement par quelques lobbys –, mais aussi d'aller plus loin.

La première des sécurités pour un citoyen est de pouvoir manger. L'importance de l'agriculture est capitale dans un projet de société. Il est crucial

de dissocier la destination que nous visons, une agriculture exempte de produits chimiques de synthèse, des étapes pour y parvenir. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais, avoir à l'esprit ce que nous souhaitons, élaborer une transition sur dix, vingt ou trente ans pour y parvenir, est essentiel. Cette transition sera mise en place en respectant les capacités de tous les acteurs de la filière agricole à faire évoluer leurs pratiques. Brusquer le cours des choses ne sert à rien. Cette transition, dans ses modalités, est à construire avec toutes les parties prenantes : les agriculteurs, les transformateurs, les citoyens et bien sûr les élus qui ont un rôle de coordination et d'impulsion considérable. Et n'oublions pas, ce sont les mairies qui ont compétences pour les écoles primaires, les départements pour les collèges et les régions pour les lycées. Autant de cantines scolaires qui, si le choix politique est fait d'intégrer de plus en plus de produits locaux et biologiques, permettront un véritable essor de la filière agricole biologique. Ces cantines ont besoin d'un approvisionnement constant et important. Ce qui peut favoriser une structuration de toute la filière biologique au niveau départemental et régional. Cette structuration est indispensable, elle n'existe pas suffisamment aujourd'hui. Les responsables politiques ont un rôle majeur à jouer pour qu'elle

voie le jour. Alors, petit à petit, cette structuration de la filière biologique pourra non seulement nourrir les enfants et les adolescents à l'école, mais aussi nourrir chaque Français. Il y a du chemin à faire car à l'heure actuelle, moins de 5 % des terres sont cultivées en agriculture biologique en France.

Cette restructuration nécessaire devra bénéficier d'une refonte de la Politique agricole commune (PAC). Aujourd'hui avec près de 56 milliards d'euros, la PAC représente près de 40 % du budget de l'Union européenne⁶². Cependant, ces aides sont très inégalement partagées et ne permettent pas un réel soutien aux exploitations biologiques souvent de petites tailles. En effet, en moyenne, 20 % des exploitations reçoivent 80 % des aides directes. Et plus de la moitié des agriculteurs européens reçoivent un montant total inférieur ou égal à 500 euros⁶³. De plus, seulement 550 millions d'euros de la PAC sont consacrés à la politique de qualité, soit 1 % du budget total⁶⁴. Comment, dans ces conditions, pouvons-nous développer au mieux les exploitations agricoles respectueuses de l'environnement et des Hommes ?

Or, favoriser le développement d'une agriculture locale et biologique est un défi important pour la France. Avec près de 22 594 exploitations

biologiques⁶⁵, la France réduit petit à petit son retard au regard des autres pays européens. Cela étant, notre balance commerciale pour les produits biologiques reste largement déficitaire. Trente-huit pour cent des produits bio achetés en France sont produits hors du territoire français⁶⁶, alors que la demande augmente fortement et augmentera encore, notamment par l'intermédiaire de la restauration collective de plus en plus active sur la question. En ces temps de déficit, le développement d'une vraie filière biologique répond bien à un besoin économique immédiat. Ce besoin de développement est de plus justifié, car

BON À SAVOIR



Manger mieux, manger juste ! La Ruche qui dit Oui accompagne des producteurs via le financement participatif. Elle met en contact des citoyens pour qu'ils puissent se regrouper en ruche afin de passer des commandes auprès des producteurs locaux. Le citoyen responsable du bon fonctionnement de la ruche est rémunéré à hauteur de 7,9 % du montant des ventes⁶⁸.

l'agriculture locale et biologique renforce la stabilité sociale dans les campagnes en relocalisant d'une manière soutenable un pan de notre économie. Une activité qui a déjà généré plus de 150 000 emplois⁶⁷.

Pour les questions agricoles et alimentaires, trois grands mouvements sont donc nécessaires. Tout d'abord, il est important d'aller vers une

certaine autonomie à tous les niveaux : des départements, des régions et des États. Aussi, chaque fois que cela est possible, essayons de rapprocher les consommateurs des producteurs comme cela a toujours été le cas dans l'histoire, à l'exception des cinquante dernières années. Par ailleurs, favorisons la culture d'une variété plus grande de céréales, de fruits et de légumes dont les espèces méconnues et savoureuses foisonnent, en changeant la législation. Enfin, il est nécessaire que se généralise une agriculture naturelle, exempte de produits chimiques de synthèse dont nous connaissons malheureusement trop bien les dégâts. Pour la mise en œuvre de chacun de ces mouvements, les élus ont une grande responsabilité. Agissons maintenant !

2. 100 % d'énergies renouvelables et locales, 0 % de nucléaire ?

Toujours avec cette idée de territoire, de la taille d'une région comme échelle de développement, il est pertinent d'aborder la question de l'énergie. Avec l'alimentation, c'est l'un des grands enjeux du XXI^e siècle. Les accidents de Tchernobyl, de Fukushima et l'absence de solutions pour la gestion des déchets dont nous ne savons toujours que faire sinon les cacher et les entasser, montrent bien que l'énergie nucléaire non seulement n'est pas propre, mais elle est très dangereuse. Elle a tué des civils par le passé et produit des déchets toxiques en quantité telle, que veiller à ce qu'ils nous empoisonnent le moins possible est déjà difficile et le sera de plus en plus, car le nombre de déchets radioactifs augmente considérablement. C'est incontestable. En plus du risque sanitaire, le risque économique qu'elle fait courir à la France est immense. En effet, un accident nucléaire serait catastrophique pour bien des secteurs, en particulier ceux du tourisme, de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui représentent une part importante du produit intérieur brut Français.

De plus, le traitement des déchets et le démantèlement des centrales vont nous coûter très cher. Ils n'ont pas été véritablement anticipés et assez pris en compte dans le prix de vente de l'électricité nucléaire. Pour preuve, un récent rapport de la Cour des comptes paru en janvier 2012 « relève des incertitudes sur certaines charges futures et souligne que les coûts de production de cette énergie augmenteront de toute façon, en raison d'une envolée des frais de maintenance⁶⁹ ». Nous pouvons donc être légitimement inquiets du poids économique que vont représenter le démantèlement des centrales et la gestion des déchets. Un coût à réintégrer dans celui de l'électricité et des kWh facturés à chaque foyer...

Au sujet de cette source d'énergie, il est bon de rappeler que son développement s'est fait dans la plus grande opacité sans aucune consultation véritable de la population qui est pourtant la première concernée. Pour le pays où a vu le jour, en 1789, une Révolution qui fut un moment majeur dans le début des démocraties modernes, il n'y a pas de quoi se féliciter de cette absence de consultation du peuple pour des choix d'une telle gravité. Pour des questions économiques, sanitaires et écologiques, suivre la voie de tous les pays qui s'engagent dans la sortie du nucléaire est, non pas raisonnable, mais vital.

C'est le cas de nos voisins allemands, italiens, belges et suisses – certes, pas toujours pour les meilleures options (pensons au charbon).

Nous voulons donc que les réacteurs nucléaires deviennent de plus en plus rares pour finir par ne plus exister. Mais comme pour la question de l'agriculture, cela va nécessiter du temps. De vingt à trente ans selon le dernier scénario Négawatt⁷⁰. Les changements trop rapides non seulement ne sont pas toujours possibles, mais surtout ne peuvent rien apporter de bon. Car ils sont sources de trop de tensions pour être bénéfiques. La fin ne doit jamais justifier les moyens. Il est donc nécessaire de penser quelles sont les sources d'énergies qui nous permettront de conserver une bonne qualité de vie, tout en n'hypothéquant pas notre avenir comme le fait le nucléaire. À cause de leurs impacts sur le réchauffement du climat, toutes les énergies fossiles, le pétrole, le gaz et le charbon sont à limiter en premier lieu, mais il ne faudra pas en rester là. Nous devons chercher à nous en passer petit à petit. Il est révoltant de constater la cupidité des grandes compagnies pétrolières se réjouissant de la fonte du Groenland, et des perspectives d'exploitation de nouveaux champs pétrolifères qu'elle ouvre. Pourquoi cette région du monde si fragile n'est-elle pas protégée ? Pourquoi les responsables politiques

au niveau international laissent-ils faire cela ? À quoi bon tant de sommets internationaux sur la nécessité de préserver notre environnement et de ne pas tout céder au diktat de l'économie ? L'une des raisons est que les sociétés occidentales ne sont pas stables. Elles sont très fragiles car dépendantes du pétrole. Elles sont des colosses aux pieds d'argiles.

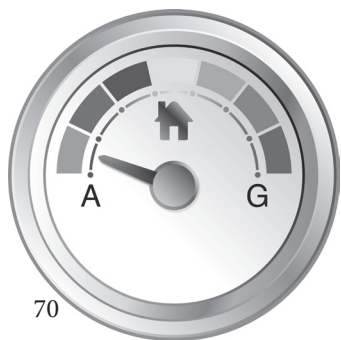
Nous avons construit des sociétés dont l'un des piliers principaux est le pétrole bon marché. Nous en avons bien profité ! Mais aujourd'hui, changeons. Car la pression que nous mettons sur les écosystèmes avec nos modes de vie est très dangereuse. À jouer comme nous le faisons avec le climat, nous risquons de perdre ce qui nous permet de vivre. En effet, de la stabilité du climat dépend l'agriculture, dont nous dépendons nous-mêmes.

De plus, tout comme l'absence d'autonomie alimentaire, l'absence actuelle d'autonomie énergétique, liée à l'inégale répartition dans le monde des énergies fossiles, pétrole, charbon, gaz et minerai d'uranium (pour les centrales nucléaires), entraîne dans certaines régions une grande instabilité géopolitique. Aussi, elle conduit à conduit souvent notre démocratie à fermer les yeux sur des régimes autoritaires et à les entretenir financièrement. Seules les énergies renouvelables peuvent permettre d'aller

vers une autonomie énergétique. Car elles sont présentes partout sur la planète et seront toujours présentes. Le soleil à lui seul apporte chaque jour 15 000 fois plus d'énergie que nous n'en consommons. L'autonomie énergétique à l'échelle d'un pays est un projet réaliste lorsque nous savons que des maisons produisent d'ores et déjà plus d'électricité qu'elles n'en consomment à Fribourg, en Allemagne, et que les initiatives comme celle-ci, nécessitant de la part des élus une vision à long terme, sont de plus en plus nombreuses.

Nous saluons l'initiative Négawatt qui détaille cette transition énergétique soutenable pour les Hommes, l'environnement et l'économie car elle offre une méthodologie et un scénario crédible.

Cette transition nous amènera à fonctionner progressivement sans les énergies fossiles – avant que nous ayons atteint la raréfaction complète de ces ressources – et sans énergie nucléaire. L'essentiel de la transition est d'économiser le plus possible d'énergie. Ce qui passe par une plus grande sobriété dans nos usages. Il convient donc de sensibiliser et de



responsabiliser les citoyens. Mais cela implique aussi un effort dans les bâtiments et les industries pour réduire leurs consommations. Des décisions politiques importantes peuvent inciter tant les particuliers que les industrielles à aller dans ce sens.

Dans ce contexte, maintenir notre confort est possible. Par exemple, choisir un frigo à basse consommation nous fait bénéficier du même service que l'ancien mais en consommant deux fois moins. Selon Négawatt, « une politique très volontariste de sobriété et d'efficacité énergétique, aboutira à une diminution en 2050 de la demande en énergie primaire de 65 % par rapport à la situation de 2010⁷¹. » Une volonté politique est absolument nécessaire pour que se fasse cette transition, car elle implique des politiques publiques fortes incitant aux économies d'énergies.

Nous avons la chance en France d'avoir un grand potentiel en énergie renouvelable : de vastes façades maritimes, un ensoleillement important, mais aussi la fabrication de gaz avec les déchets végétaux et la valorisation du bois. Nous avons même pour l'éolien le deuxième potentiel en Europe après le Royaume-Uni. Quant aux inconvénients, soulignés ces dernières années pour justifier l'impossibilité du développement des énergies renouvelables, ils se voient désormais

réfutés. Nous savons de mieux en mieux prédire la variabilité des énergies renouvelables : sur la prévision des régimes de vent, par exemple, la marge d'erreur est de l'ordre de 5 à 10 % sur une durée de 72 heures selon le Réseau de transport de l'électricité (RTE). Et sur la question de l'instabilité pour les réseaux électriques que provoquerait cette intégration des renouvelables, elle se voit en partie écartée par le RTE, lui-même, qui reconnaît « la possibilité d'aller au-delà des 20 % sans rencontrer de problèmes majeurs ».

Cette transition est maintenant un passage obligé pour l'ensemble des sociétés occidentales. Jusqu'à présent, le nucléaire a bénéficié de la majeure partie des sommes allouées à la recherche. Il est indispensable que cela change et ce au profit des énergies renouvelables. Car continuer à mettre autant d'argent public, comme c'est le cas dans le projet *Iter* qui est un gouffre sans fond, dans une énergie qui a fait les preuves de sa très grande dangerosité, n'a aucun sens. Le constat est aujourd'hui sans appel. Aucune entreprise nationale sur le marché des éoliennes et des panneaux solaires ne rivalise avec celles qui sont à la pointe comme en Allemagne, en Chine et aux États-Unis. Et notre facture énergétique, essentiellement due à l'importation d'hydrocarbures, s'élève chaque année à plus de 40 milliards d'euros⁷².

En ces temps de crises écologiques, sociales et économiques, la transition énergétique apparaît comme un formidable moyen de réduire nos dépenses en diminuant notre facture énergétique et de créer des emplois non « délocalisables », à haute valeur ajoutée en favorisant les filières industrielles dans les énergies renouvelables.

Les responsables politiques doivent agir pour que nous consommions de moins en moins d'énergie à confort égal. Leur devoir est donc de favoriser les énergies renouvelables en encourageant chaque région à développer les filières pertinentes pour elle-même du fait de sa géographie, et soutenir les acteurs économiques qui vont dans ce sens, tel Enercoop⁷³, en incluant dans les appels d'offres publics les meilleurs critères environnementaux. Enfin, cette transition énergétique est à mettre en place dans une dynamique européenne.



BON À SAVOIR

Malgré l'arrêt de 8 de ses 17 réacteurs nucléaires en 2011, l'Allemagne n'a pas été amenée à utiliser plus de centrales à charbon en 2011. Soixante pour cent de l'électricité manquante ont été fournis par des énergies renouvelables (éolien et solaire), dont la production a bondi de près de 20 % en 2011. Le reste a été importé ou non consommé suite à la baisse de la consommation électrique allemande⁷⁴.

3. Petits commerces versus grandes surfaces

Il n'y a pas si longtemps, dans un quartier de la petite ville d'Oloron-Sainte-Marie que nous évoquions précédemment, il y avait cinq cafés, quatre épiceries, deux boucheries et un boulanger. À l'heure actuelle, on ne compte plus qu'une épicerie, un restaurant, un coiffeur et un café. Le nombre de petits commerces a chuté de douze à quatre. Que s'est-il passé ? Il y a eu l'arrivée des grandes surfaces. À Oloron, comme partout en France, leur développement s'est accompagné d'une chute du petit commerce. Les grandes surfaces ont assis leur croissance à la façon d'une pieuvre qui, de secteur d'activité en secteur d'activité, va sans cesse grandir. Nous avons ainsi vu passer le nombre de pompistes en France de « 47 500 en 1975 à seulement 18 500 en 1995. Près de 30 000 points de vente classiques ont disparu, alors que 3 000 grandes surfaces étaient créées⁷⁵ ». Mais aussi, le nombre de boucheries a diminué, les magasins de vélos également, ainsi que les agences de voyage. Presque tous les secteurs sont intégrés à la grande surface : pensons à la bijouterie, les assurances, la banque, la pharmacie, etc. Les grandes surfaces n'ont pas de limites, leur principal intérêt est d'augmenter leurs bénéfices. Vouloir les fermer, ou

les limiter dans leur fonctionnement, n'aurait pas de sens. Elles sont là. Mais veillons à ce qu'elles ne continuent pas à se développer. Plusieurs arguments vont dans ce sens.

Premièrement, à la différence des petits commerces, se rendre dans les grandes surfaces pour les citadins nécessite souvent de prendre la voiture. Ce qui génère donc de la pollution et va dans le sens du réchauffement de la planète. Deuxièmement, les activités de commerces ne sont pas uniquement des activités marchandes. Il y a aussi un aspect humain, social très important que remplissent beaucoup mieux les petits commerces que les grandes surfaces. Avant les grandes surfaces, faire les courses était pour beaucoup un plaisir. C'était l'occasion de discuter de la pluie et du beau temps, des petits bonheurs et malheurs, du quotidien. Bref, de la vie. Désormais, pour un certain nombre d'entre nous acheter à manger est devenu une corvée. D'autant plus que nous voyons se multiplier les caisses automatiques, summum d'entreprises qui s'intéressent à la vitesse et la rentabilité. Que reste-t-il de la convivialité du petit commerce, de la relation personnalisée, du lien social ? Que deviendront les caissières et caissiers qui avaient jusqu'alors un travail, sans doute pénible, mais existant ?

Troisièmement, les grandes surfaces se développent à la périphérie des villes souvent sur des terres agricoles. Il est pertinent de réserver les terres encore cultivables à la production de légumes plutôt que de les bétonner. Enfin, les grandes surfaces posent un vrai problème pour les producteurs que ce soit de légumes ou d'autres produits non alimentaires. Car, du fait de leur taille, elles écoulent souvent la majeure partie de la production d'une entreprise ou de coopératives agricoles. C'est l'effet entonnoir. Un rapport à l'Assemblée nationale constate que « les rapports entre les producteurs de biens de consommation (70 000 entreprises, 400 000 agriculteurs) et les 60 millions de consommateurs sont analogues au passage dans le goulot d'étranglement d'un sablier. Au point d'étranglement, cinq groupements de distributeurs contrôlent la vente de 90 % des produits de grande consommation⁷⁶ ». Si les centrales d'achats des grandes surfaces décident de ne plus acheter tel produit ou de ne le prendre qu'à tel prix, alors le producteur pieds et mains liés est mis en difficulté. Plus il y a d'acteurs économiques sur le territoire, mieux c'est pour un commerce juste et stable. Avec une diversité de revendeurs, un producteur pourra toujours mieux s'en sortir que s'il n'y en a qu'un seul. L'adage commun repris par nos grands-mères veut que nous ne mettions pas « tous les œufs

dans le même panier ». Effectivement, ce n'est ici pas prudent. Faisons donc en sorte que la grande surface ne continue pas sur la dynamique suivie depuis trente ans, afin qu'elle ne devienne pas hégémonique, n'assèche encore les centres-villes, ne détricote le tissu social – faisant le terreau de la délinquance – et n'asphyxie les agriculteurs. Une telle politique peut passer par un frein majeur à l'implantation de nouvelles grandes surfaces sur des terres agricoles. C'est aux responsables politiques de l'initier.



TÉMOIGNAGE

Décathlon-Oxylane, avec son nouveau concept de parc de loisirs « verts », menace de bétonner les 40 derniers hectares de terres agricoles de qualité dans la périphérie de la ville de Valence (Drôme). Or, des dizaines de jeunes agriculteurs cherchent à s'installer chaque année dans la Drôme, et les besoins en fruits et légumes de qualité, de proximité et biologiques se font croissants, notamment pour l'approvisionnement des cantines scolaires. De plus, la surface commerciale par habitant dans la Drôme est supérieure à la moyenne nationale. Nous avons assez de grandes surfaces, et l'urgence est plutôt de préserver la terre. Nous soutenons le collectif Ville-Campagne dans sa lutte pour préserver ces terres agricoles et concrétiser son projet d'installation de maraîchers en agriculture biologique grâce à une souscription citoyenne⁷⁷.



4. Des territoires pour s'épanouir

Dans la même mesure, développons la diversité des territoires et assurons une égalité des chances à tous les citoyens, où qu'ils se trouvent. Cela passe par des services publics équivalents pour l'accès à un enseignement de qualité, à des transports publics efficaces, à un système de soin, à la culture ou encore à des installations sportives. Ils nécessitent un fonctionnement économique nommé la péréquation, clé de l'égalité des chances. Les régions les plus riches économiquement viendront compenser le manque des plus pauvres pour un développement harmonieux de l'ensemble des territoires. La notion de péréquation est aux antipodes de celle de rentabilité dont le mot s'est insinué dans de plus en plus de secteurs publics. L'important, c'est l'équilibre budgétaire global, que les emprunts puissent être remboursés et les travailleurs rémunérés. Au sein d'un service public comme le transport, l'équilibre budgétaire peut très bien s'accompagner de déficit sur certaines lignes. Cela n'a aucune importance. Il sera compensé par les excédents d'autres lignes. L'objectif des transports publics est de faciliter la mobilité partout en France. Supprimer

des lignes de train car elles sont trop peu fréquentées, quand bien même effectivement elles sont déficitaires, c'est aller dans le sens d'une asphyxie des territoires.

5. La révolution en cours des transports collectifs

À l'heure actuelle, la norme sociale est que chaque individu ait une voiture. Demain, surtout pour les citadins, il est fort probable que la règle soit de ne plus en avoir personnellement mais de la partager. Pour plusieurs raisons. Premièrement, grâce au développement des plates-formes multi-modales (bus, RER, métro, tramway, train, voiture de location, vélo) il devient possible de se déplacer sans avoir sa propre voiture. Et deuxièmement, cela permet de limiter la crise écologique causée en partie par l'intensité des transports en voiture. Le développement des transports collectifs et des systèmes de location permet une mobilité plus aisée avec un impact écologique plus faible. De

nombreuses collectivités ont déjà mis en œuvre une amélioration des transports publics, continuer en ce sens est essentiel pour permettre la transition écologique de la mobilité.



À RETENIR

Selon le dernier sondage de Mobivia, 54 % des Français se déclarent prêts à envisager un autre mode de déplacement que leur voiture pour leur trajet (covoiturage, location de voiture entre particuliers ou traditionnelle, transports en commun, recours au vélo ou à la marche, etc.). Le coût trop élevé de la voiture (à 58 %) suivi par la pollution et l'impact environnemental de leurs déplacements (à 37 %) en sont les principales raisons⁷⁸.

Conclusion

* * *

Le territoire sur lequel nous avons grandi et vivons nous imprègne. Développer la diversité des territoires, c'est-à-dire tout ce qu'ils ont de spécifique au niveau de l'agriculture, de l'artisanat, du patrimoine naturel, des savoir-faire et de la culture est non seulement pertinent au niveau économique et écologique, mais surtout au niveau humain. Tout ce qui nous entoure nous influence. Aller vers une certaine autonomie alimentaire et énergétique, dynamiser les commerces de proximité, permettre un accès à la culture, œuvrer pour des services publics efficaces, favoriser les transports collectifs et la mobilité douce comme le vélo va dans le sens d'un territoire riche en possibilités pour ses habitants. Les responsables politiques ont un rôle à jouer pour faciliter le développement des projets qui vont dans ce sens et pour les mettre en œuvre.

Si penser le territoire en se demandant comment il peut être prospère par lui-même est important, s'intéresser aux relations entre les différents territoires l'est tout autant. Car nous vivons dans un monde complexe où chaque territoire, à quelque niveau que ce soit, un département, une région, un État ou un groupe d'États, est relié et influencé par le reste du monde. Ainsi, vouloir la prospérité d'un territoire implique de le penser dans un cadre plus large et de réfléchir à la façon dont les relations peuvent être fructueuses pour tous.



Vers une mondialisation vertueuse !

*« Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que cela est possible. »
John Maynard Keynes, 1933.*

La mondialisation est une chance ! Car les peuples n'ont jamais été autant liés les uns aux autres, car l'information n'a jamais été autant partagée et car il n'y a jamais eu autant de personnes qui voyagent et s'enrichissent de leurs différences. À nous d'agir pour que son visage soit plus humain, plus fraternel. Cela implique de mettre en place de nouvelles régulations à même d'amener la prospérité pour tous. Pour cela, l'Union européenne et les entrepreneurs ont un rôle majeur à jouer.

1. La valeur de l'exemple

Autant il est vrai que du jour au lendemain, il est impossible de voir les Droits de l'homme respectés partout sur Terre, autant il en va de notre responsabilité d'agir pour que nous veillions à ce qu'ils soient respectés sur notre territoire et d'œuvrer pour que toutes les nations avec qui nous sommes en lien les respectent de plus en plus.

Nous sommes le pays où sont nés les Droits de l'homme et nous avons adossé à notre constitution en 2004 la Charte de l'environnement. Nous devons faire figure d'exemple sur ces plans. Accepter des échanges commerciaux avec des pays qui ne respectent pas ces droits et polluent tant et plus, sans œuvrer pour que la situation s'améliore, revient à être complice de drames. C'est le cas avec la Chine. C'est révoltant. Comment pouvons-nous accepter les exactions du gouvernement chinois à l'égard de la liberté de la presse et du Tibet sans sourciller ? Alors que nous sommes le pays des Droits de l'homme ? Mettons en place un commerce mondial vertueux avec nos partenaires économiques. Qui place la solidarité entre les peuples et le respect de la dignité humaine comme étant le ciment d'un commerce juste et durable. Cette solidarité est la base d'un processus de paix entre les nations. Si nous

ne nous respectons pas les uns les autres, si nous nous exploitons, seuls nos instincts les plus bas, la peur et la haine, peuvent se développer. Ce qui nous revient forcément un jour ou l'autre en pleine face. L'histoire récente, avec la Seconde Guerre mondiale, et plus ancienne nous montre la véracité de ce propos de manière trop claire, trop douloureuse. Changeons.

Il est possible qu'en lisant ces lignes, le lecteur se demande si tout cela est bien envisageable, ou naïf. Un monde stable au niveau géopolitique ? Les Droits de l'homme de plus en plus respectés ? Un commerce mondial respectueux des Hommes et de la Terre ? Des entreprises vraiment responsables au niveau social et environnemental ? Seraient-ce de doux rêves ? Dans le contexte de compétition économique entre les entreprises et les pays, comment développer de telles manières de penser et d'agir ? En premier lieu, il s'agit de le vouloir. En second lieu, de le mettre en œuvre.

Il y a nécessité urgente à modifier les règles de la mondialisation. Il y a bien eu une mondialisation heureuse, mais pour une petite fraction de la population. La mondialisation a certes conduit le monde dans un état d'opulence comme jamais il a pu l'être dans toute l'histoire de l'humanité, mais cette opulence relative cache un accroissement important des inégalités. Entre

le début des années 1960 et aujourd'hui, « l'écart entre les 20 % les plus pauvres de la planète et les 20 % les plus riches était aux alentours de 1 à 30. Il est aujourd'hui de 1 à 80⁷⁹ » ! Or, un monde à ce point inégalitaire est un monde injuste, mais aussi sous pression. Un monde sous pression est un monde instable. Un monde instable ouvre les portes à tous les possibles, le meilleur comme le pire.

Est-il normal que les seules dépenses annuelles en publicité soient d'environ 800 milliards de dollars⁸⁰ alors que les seuls besoins annuels pour éradiquer la fin dans le monde ne sont que de 30 milliards⁸¹ ? Redonner du sens à la mondialisation pour en faire un vecteur de vertu au service de l'homme, de tous les hommes, est la seule voie possible pour construire un monde stable et juste. Un cadre clair doit être défini pour réguler le commerce et notre économie. Un cadre suffisamment flexible pour permettre aux différentes cultures de se l'approprier, mais un cadre légitime, qui ne fait aucun doute sur sa capacité à conduire les sociétés sur un chemin dont nous soyons tous bénéficiaires.

Il y a des raisons d'espérer. Un peu partout, on voit fleurir des initiatives – relayées par des ONG comme Reporters d'Espoirs – venant confirmer qu'un autre monde est possible. Que cette idée n'appartient

plus au champ de l'utopie mais bien à la réalité. En effet, un nouveau genre d'entreprise voit le jour sous l'impulsion notamment du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, le *social business* (ou entreprises sociales), qui permet de repenser la finalité des entreprises. Ces entreprises « aspirent à maximiser le bénéfice social, sous contrainte de ne pas essayer de pertes ; en outre, plutôt que d'être redistribués aux investisseurs, les profits sont réinvestis pour développer l'entreprise et/ou pour défendre une cause⁸² ». Nous trouvons là les fondamentaux de l'économie sociale et solidaire.

En France, nous avons découvert une entreprise parmi bien d'autres qui voit aussi au-delà de la maximisation des profits, le Groupe Léa Nature⁸³. Ses domaines d'activités sont l'alimentation bio, la cosmétique naturelle et bio, la santé et la diététique. Il reverse 1 % de son chiffre d'affaires à des ONG de protection de l'environnement, veille, dans ses relations commerciales à l'étranger, à rémunérer justement les paysans, compte plus de 600 employés et s'est doté d'une charte pour privilégier l'achat local des denrées bio nécessaires à l'élaboration de ses produits. Aussi, ce groupe a mis en place des panneaux photovoltaïques qui permettent la production de 20 % de l'énergie consommée, des panneaux solaires pour l'eau chaude sanitaire, des pompes à chaleur pour le chauffage ainsi qu'un

plan de déplacements pour ses salariés afin de favoriser le covoiturage. Cette entreprise réalise un chiffre d'affaires de 122 millions d'euros en 2011. Elle a doublé le nombre de ses salariés en cinq ans. Cette réussite montre non seulement qu'une entreprise éthique

BON À SAVOIR

1 % pour la planète est un organisme qui regroupe plus de 1 495 entreprises à travers le monde. Les entreprises membres s'engagent à reverser 1 % de leurs ventes à un réseau international de 2 908 ONG⁸⁴.

a toute sa place dans la société, mais aussi qu'elle répond à une demande d'une part de plus en plus importante de la population. C'est la demande de citoyens qui veulent adopter des modes de vie qui respectent la Terre et les Hommes.

Nous saluons cette initiative d'entrepreneurs humanistes car elle montre une voie pleine de sens. Et il n'y a rien de tel que la valeur de l'exemple pour être force de changement. Nous souhaitons que les responsables politiques facilitent le développement de ces initiatives.



BON À SAVOIR

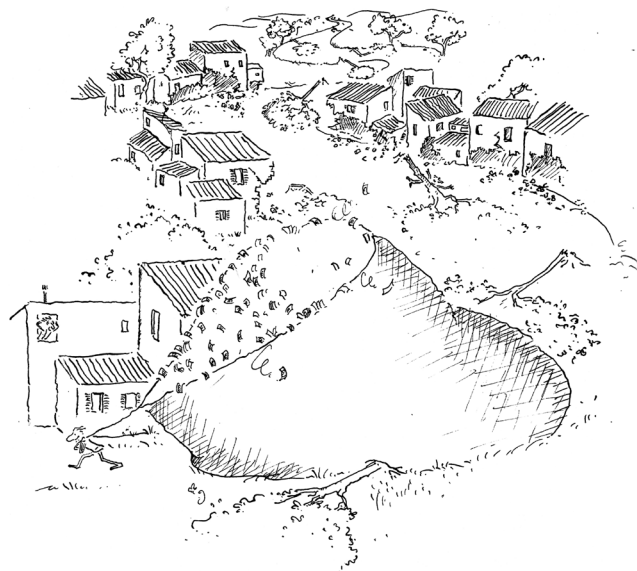
L'ONG *Reporters d'Espoirs* agit depuis 2003 pour promouvoir auprès des médias et du grand public les initiatives porteuses de solutions, dans les domaines de la solidarité, l'environnement, l'économie – notamment dans sa composante sociale et solidaire. Elle met en avant les femmes et les hommes, les entreprises, les collectivités, les associations qui font œuvre utile, et apportent des résultats concrets et mesurables aux enjeux d'intérêt général.

En savoir plus : www.reportersdesespoirs.org

2. Encadrons la finance pour le bien-être de tous !

Très clairement, aujourd'hui et comme jamais auparavant dans une telle mesure, la France est liée économiquement et financièrement aux pays membres de l'Union européenne et plus largement au reste du monde. Les activités financières doivent être orientées dans l'intérêt de tous. C'est loin d'être le cas ! Une forte régulation est nécessaire, car laissée à elle-même la finance n'obéit qu'à ses propres règles :

celles de la cupidité et de l'argent facile. D'après une étude présentée en janvier 2010 au Parlement européen, les transactions financières atteignaient en 2007 un volume 70 fois supérieur au produit intérieur brut (PIB) mondial, soit près de 3 000 000 de milliards d'euros⁸⁵.



Cette protubérance de l'économie financiarisée nous renvoie à l'image du cancer. La tumeur cancéreuse se caractérise par plusieurs points. Tout d'abord, afin d'assurer son développement, elle amène le corps humain à fabriquer de nouveaux vaisseaux. C'est la néo-angiogenèse. Aussi, les cellules cancéreuses se caractérisent par une absence d'inhibition de contact. Une cellule saine verra son développement dans l'espace limité au contact d'autres cellules, c'est l'inhibition de contact, à la différence de la tumeur cancéreuse qui s'accroît sans cesse jusqu'à parfois empêcher le fonctionnement d'organes périphériques à elle. Lorsqu'il s'agit d'organes vitaux, sans traitement, la personne meurt. Les activités de finances, avec trop peu de régulation, se développent pour le profit de quelques-uns et finissent par nuire à tous : un fonctionnement similaire au cancer au niveau du corps humain. La finance débridée comme le cancer n'a que faire de son environnement, des Hommes et de la Terre, seule sa croissance pour elle-même l'intéresse.

Des périodes sans véritable régulation des activités de finance ont déjà existé par le passé et ont amené des sociétés à manger la poussière du sol, à vivre des crises majeures. Ce fut le cas lors du krach de 1929. Les remèdes qui furent prescrits aux

États-Unis pour en sortir sont d'actualité aujourd'hui si nous ne voulons pas revivre une telle crise avec ce qu'elle porte en elle : les germes du repli sur soi et de l'extrémisme consécutif d'un climat social très dur où le chômage gangrène la nation.

Le discours de Franklin Delano Roosevelt du 4 mars 1933, alors 32^e président des États-Unis, fait part d'une ordonnance pour relever son pays mourant des activités de finance dépourvues d'éthique :

« Les pratiques des marchands du temple sans scrupule se trouvent incriminées devant le tribunal de l'opinion publique, et rejetées par les cœurs aussi bien que par l'esprit des Hommes. (...) Ils ne connaissent que les règles d'une génération d'égoïstes. Ils n'ont aucune vision, et lorsqu'il n'y a pas de vision, le peuple meurt. (...) Nous aurons besoin de deux protections contre un retour des maux de l'ordre ancien ; il devra y avoir une stricte supervision de toutes les activités bancaires, de crédit et d'investissement ; il devra en même temps être mis fin à la spéculation faite avec l'argent des autres, et des dispositions devront être prises pour assurer que notre monnaie soit à la fois disponible en quantité suffisante et suffisamment solide. (...) Nous visons la sûreté d'une vie nationale complète et constante⁸⁶. »

Nous espérons que les responsables politiques vont avoir le courage de mettre véritablement en place, au-delà des discours et des intentions, un cadre aux activités financières pour qu'elles soient au service de l'intérêt général. Ce n'est toujours pas le cas, l'existence des paradis fiscaux ou le pouvoir démesuré des agences de notations en témoignent. Soyons vigilants sur l'usage des mots et intéressons-nous plus encore aux faits des responsables politiques. Nous sommes encore loin de la régulation dont fait part Franklin Delano Roosevelt.

Enfin, nous souhaitons que les denrées alimentaires bénéficient d'un statut privilégié sur les marchés financiers et ne soient pas sujettes à la spéculation. Cela est indispensable pour soustraire ces biens de la logique des marchés financiers, la logique du profit maximal pour les intermédiaires, sans considération des producteurs et des consommateurs finaux.



ZOOM

L'Islande, nouveau laboratoire de la démocratie ?

En octobre 2008, l'Islande est en banqueroute en même temps que trois de ses plus grandes banques privatisées dix ans plus tôt, et dont les actifs devenus trop importants les font implorer. Leurs dettes représentent dix fois le montant du PIB. Sommés par le FMI de rembourser ces dettes contractées auprès du Royaume-Uni et des Pays-Bas, les citoyens refusent et le non l'emporte par deux référendums. L'Islande devient ainsi le premier (et le seul) pays à refuser démocratiquement le sauvetage des banques privées. Cinquante mille des 320 000 citoyens islandais manifestent, exigent et obtiennent la démission du gouvernement qu'ils jugent complices de l'emprise de la finance sur le pays. Vingt-cinq citoyens sans filiation aux partis politiques sont alors désignés pour écrire une nouvelle constitution, dans un esprit de transparence (réunions ouvertes au public, contribution des internautes au texte via les réseaux sociaux). Cette constitution, pas encore adoptée, propose par exemple la création d'un « Comité de contrôle de la responsabilité du gouvernement », la possibilité pour les citoyens de déposer des questions et de soutenir des projets de lois auprès du Parlement. Dans ce contexte, l'Islande se porte bien avec une croissance économique de 2,1 %, une reprise de l'emploi, une balance commerciale positive. Un exemple auquel s'inspirer ? À suivre.



ZOOM

Les 15 propositions de réformes du collectif « Roosevelt 2012 ».

Un collectif de citoyens, économistes, sociologues, représentants de la société civile, députés, artistes, parmi lesquels Stéphane Hessel, Edgar Morin, Bruno Gaccio, Curtis Roosevelt ou Michel Rocard, lance un appel pour la mise en place de 15 réformes pour sortir de la crise, parmi lesquelles : création d'un impôt européen sur les bénéfices des entreprises, boycott des paradis fiscaux, séparation des banques de dépôt et banques d'affaires, construire massivement des logements pour créer de l'emploi et faire baisser les loyers, etc.

Source : www.roosevelt2012.fr

3. Protégeons ce qui doit l'être

À Madagascar, il coûte moins cher d'acheter du riz produit en Asie que du riz Malgache. L'absence de taxe douanière importante nuit au développement de la filière agricole et par conséquent nuit à l'emploi. Ce qui a un impact délétère sur la société. Et le comble de cette aberration des taxes douanières faibles est qu'elle favorise le transport à travers l'océan Pacifique du riz

avec la pollution inévitable que cela engendre. Quand cela est pertinent au niveau social, environnemental et économique, il faut avoir le courage de mettre en place des taxes douanières importantes. Protégeons ce qui doit l'être. L'ouverture des frontières douanières mises en place avec l'Organisation mondiale du commerce nécessite un bilan. Qu'est-ce que cela a apporté aux nations de positif et de négatif ? Et qu'est-ce que cela a apporté aux entreprises multinationales ? Les responsables politiques sont élus pour représenter le peuple et agir pour le peuple. Ce sont leurs raisons d'être. Un retour à des frontières douanières, pour qu'un commerce mondial vertueux socialement et écologiquement se développe, doit être à l'ordre du jour. Nous souhaitons un retour à des frontières douanières de manière spécifique pour chaque pays ou groupe de pays comme l'Union européenne.

L'Union européenne a aboli les barrières douanières entre ses pays membres pour favoriser les échanges commerciaux. Cependant, les pays sont en concurrence déloyales car il n'y a pas de politique sociale harmonisée, notamment concernant le coût du travail et la sécurité sociale. Alors qu'ils sont censés œuvrer à un marché commun dont tous seraient bénéficiaires, les délocalisations et leurs lots de licenciements

au sein même de l'Union européenne pour produire moins chers dans le pays voisin montrent les limites d'un tel fonctionnement.

Il est vrai que l'Union européenne se protège déjà de l'extérieur en maintenant ses barrières douanières, avec une taxe aux frontières. Mais celle-ci est très faible, et par conséquent ne protège pas nos industries. C'est une part de ces recettes qui lui permet de financer notamment ses politiques de développement régional et la politique agricole commune.

Le retour aux barrières douanières peut avoir des relents de fermeture sur soi comme certains responsables politiques le disent. Cette idée est loin de nous. Le retour à des barrières douanières efficaces a pour seul but de protéger ce qui doit l'être : l'économie des pays, les savoir-faire, l'environnement et les Droits de l'homme. Aussi, en choisissant des barrières douanières empruntées des valeurs de justice et de solidarité, nous établissons un espace propice à des échanges riches pour nos partenaires économiques et nous-mêmes. Faire cela, c'est choisir un commerce mondial vertueux. Un commerce qui profite à tous les travailleurs.

Nous voulons des prix justes et transparents !


L'ouverture des marchés à l'échelle mondiale, l'abaissement des barrières douanières, le très faible coût du transport, le dumping social avec des salaires qui ne permettent pas de vivre dignement, les subventions à l'exportation notamment de denrées agricoles, les coûts environnementaux négligés : en produisant sans considération vis-à-vis des humains et de la nature pour produire à des prix défiant toute concurrence, nous entrons dans une logique où il n'y a presque que des perdants. Et, aussi riche soit-on en tirant des bénéfices de telles manières d'agir, il n'en reste pas moins que notre vie dépend en premier lieu de la qualité de l'air, de l'eau, de ce que nous mangeons et plus largement du climat social et géopolitique. Nous sommes tous concernés par ce qui nous entoure. Notre qualité de vie à moyen terme est de loin davantage liée à l'état de la Terre et à la situation géopolitique qu'à notre situation personnelle sur le plan matériel.

Ainsi, pour protéger ce qui doit l'être, les produits ne précisant ni ne garantissant les conditions sociales et environnementales dans lesquelles ils ont été fabriqués devraient être taxés progressivement et lourdement. À l'inverse, les produits labellisés tels ceux du commerce équitable et biologique seraient moins taxés pour encourager leurs consommations.

Par ailleurs, nous souhaitons une transparence sur la composition du prix d'un produit comprenant le coût ; des matières premières utilisées, du travail et pour les générations futures s'il s'agit d'un produit dont la production a nécessité une utilisation de ressource rare.

Une telle démarche, couplée à une réorientation des subventions publiques à des produits locaux et respectueux de l'environnement, permettrait de privilégier la consommation de produits de qualité, produits localement et équitablement et de limiter la consommation de produits issus de filières qui ne respectent ni l'environnement ni les Hommes.

L'objectif final de ces mesures est de contribuer à la création d'emplois locaux, durables et non « délocalisables » et de permettre à chacun d'accéder facilement au minimum de produits vitaux de qualité.



À RETENIR

Pour payer le juste prix d'un produit, développons l'économie de fonctionnalité ! L'économie de fonctionnalité est une nouvelle façon d'aborder la relation avec le produit en faisant payer un service ou l'usage d'un bien plutôt que ce bien lui-même. Une grande entreprise comme Michelin a été précurseur. Le client ne paie plus les pneus, mais le kilomètre parcouru⁸⁷.

Appliquons et améliorons les traités internationaux !

Nous pourrions penser que les traités internationaux sur le libre-échange vont en totale contradiction avec ces idées. Eh bien non ! L'article IX.3 de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, stipule que « dans des circonstances exceptionnelles », un État membre de l'OMC peut demander une dérogation à l'ouverture de ses frontières. La lutte contre le changement climatique peut être ainsi invoquée.

Mieux, l'article XX du GATT (ancien nom de l'Organisation mondiale du commerce, avant 1994) permet de déroger au traité de l'OMC si sont en jeu « la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux⁸⁸ » et « la conservation des ressources naturelles épuisables⁸⁹ ». Alors, que les élus soient ambitieux et invoquent ces articles pour protéger ce qui doit l'être !

Il est important de savoir que l'unique droit international qui est effectivement respecté et sanctionné est le droit des traités de l'OMC. Il possède son propre tribunal des conflits. Les autres traités internationaux, comme celui de Rio de 1992 sur le développement durable, ne sont pas contraignants pour les États

signataires et restent donc déclaratifs. Ce qui montre où, jusqu'à présent, nous avons mis les priorités.

Enfin, nous voulons que le commerce international soit indexé sur le Droit international du travail et que des tribunaux compétents puissent sanctionner les entreprises et pays qui ne le respectent pas.

4. L'Union européenne, un espace influent à préserver et développer

L'Union européenne a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et pour en empêcher de nouvelle, avec la création en 1951 de la CECA⁹⁰ par Robert Schuman, Konrad Adenauer ou encore Jean Monnet. Ce dernier, un des pères fondateurs⁹¹ de l'Europe, rappelait que l'objet final de cette union en devenir était de « réunir les peuples en une même communauté⁹² ». Depuis, il n'y a plus jamais eu la guerre à l'intérieur de ses frontières, ce qui est une avancée sans précédent dont nous sommes les premiers bénéficiaires.

Le projet européen porte des valeurs universelles. La Convention européenne des Droits de

l'homme adoptée en 1950 en est une illustration⁹³. Elle doit être ratifiée et appliquée effectivement dans l'ensemble des pays qui prétendent entrer dans l'Union européenne. Sanctionnée grâce à la Cour européenne des Droits de l'homme, c'est une convention internationale ambitieuse, qui a plusieurs fois rappelé à l'ordre des pays. Cela a été notamment le cas pour la France concernant la possibilité d'adopter pour une femme homosexuelle⁹⁴.

À côté de ces préalables humanistes, l'Union s'est fondée sur des priorités économiques, qui étaient certes essentielles à la reconstruction de l'Europe quelques années après la guerre. Aujourd'hui, cinquante ans après sa création, il est souvent dit que l'UE est un géant économique, avec plus de 500 millions d'habitants et la première place mondiale en termes d'échanges commerciaux internes et externes, mais un nain politique⁹⁵.

Le poids politique de l'Union européenne est pour l'instant assez faible ; en regroupant des États d'une grande diversité et d'histoires bien différentes – certains États membres n'existent que depuis la chute de l'URSS, en 1991 – la vision politique de l'Union européenne est une construction récente. Elle est ce que les États qui la composent veulent qu'elle soit. Ce sont eux qui ont écrit et voté les traités fondateurs

européens, et ce sont eux qui décident des politiques publiques européennes.

Entre inter gouvernementalisme et fédéralisme, le cœur de l'UE balance au gré des crises, des périodes de prospérité et des enjeux géopolitiques. Ces deux tendances fortes sont présentes en permanence dans les débats sur l'avenir de l'UE : aller vers le fédéralisme – et donc l'ouverture et le partage de compétences accrues dans des domaines phares comme l'énergie ou la politique sociale – ou rester une organisation internationale « inter-gouvernementale » qui conserve une grande part de souveraineté sur son sol.

• Voici les mesures que nous souhaitons :

- Conserver les politiques de développement régional de l'UE : c'est un champ qui développe l'ouverture citoyenne sur l'Europe à travers des projets qu'elle cofinance avec les États et collectivités territoriales.
- Repenser la Politique Agricole Commune : en sanctionnant les pratiques productivistes agricoles qui sont une menace pour la biodiversité et l'écologie et en aidant les petites exploitations agricoles créatrices d'emplois.

- ❑ Rôle financier de premier plan : lutte contre les paradis fiscaux et pour une taxe sur les transactions financières.
- ❑ Rôle dans le commerce mondial : peser pour une réglementation des échanges qui intègre le coût social et environnemental des produits avec, en autres, la mise en place de taxe douanière plus importante qu'actuellement.

L'Union européenne est la zone la plus développée au monde en termes de démocratie, d'éducation et d'accès à un système de soin. Veiller à sa pérennité, sa cohésion et son développement est un facteur de stabilité important pour l'humanité. Par son poids économique, politique elle peut largement peser pour influencer les autres nations et nous faire prendre la direction de la vision décrite précédemment : que tout un chacun puisse manger, se loger, travailler ou se former, participer à la direction de son pays, bénéficier d'un système de soin. En somme, exister dignement – trouver sa place. Nous avons les moyens d'agir en ce sens. Et agir en ce sens, non seulement montrera notre attachement aux valeurs de solidarité, de respect et de justice, mais aussi nous sera en premier profitable. À quoi peut donc conduire de laisser les inégalités s'accroître, d'un État à l'autre et au sein même d'un État, sinon à intensifier les tensions sociales ? La misère et les inégalités sociales sont le

terreau de la haine et des extrémistes en tout genre. C'est une direction sans issue. Elle est indigne de la grandeur dont nous sommes dépositaires.

Au sein du collectif Appel de la jeunesse, nous faisons partie de la « Génération Europe » : tous nés à l'heure de l'Union européenne, bien qu'en construction, nous avons bénéficié de cette ouverture des frontières : études avec Erasmus et voyages dans l'UE entière avec InterRail. Nous souhaitons que se perpétue et se développe une Europe pacifique et humaniste. Nous souhaitons une Europe solidaire et démocratique ayant une vision politique ambitieuse d'un avenir ensemble. Sur un continent riche de ses diversités culturelles, respectueux de son environnement et de ses habitants, ouvert sur l'extérieur et exemplaire dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sobriété énergétique et de l'économie au service des humains.

Conclusion

* * *

Le moment n'est-il pas venu de mettre en place une mondialisation vertueuse en mettant le commerce à sa juste place ? Un commerce qui permette aux travailleurs d'être rémunérés correctement ? Un commerce qui limite autant que possible son impact sur l'environnement ?

Le moment n'est-il pas venu d'agir davantage pour développer la diversité des territoires, la diversité de leurs compétences et savoir-faire vecteurs d'emplois ? De faire en sorte qu'ils se dirigent vers une certaine autonomie alimentaire et énergétique, deux sources majeures de créations d'emplois durables et de stabilité au niveau géopolitique ?

Enfin, le moment n'est-il pas venu d'oxygéner notre démocratie, d'aider à se développer des forces nouvelles qui mettent en place les réformes nécessaires afin de dépasser la période de crise majeure que nous vivons ?

La possibilité pour chacun d'accéder à l'essentiel des besoins et de pouvoir s'épanouir pourra être atteinte, progressivement, à ces conditions. Et la France et l'Europe d'exercer une influence bien plus bénéfique qu'actuellement.

De quoi pourrions-nous être plus fiers que d'agir en ce sens ? N'est-ce pas le moment d'agir ? Le risque est grand de voir continûment notre qualité de vie se dégrader si rien n'est fait. C'est déjà le cas pour un grand nombre d'entre nous et dans bien des régions sur Terre. Nous souhaitons de tout cœur que les responsables politiques nous entendent. Notre avenir est entre nos mains, mais aussi en grande partie entre les leurs.

Qu'ils fassent juste usage de leurs mandats – agir pour le peuple. Agir pour les peuples. Tout simplement. Qu'ils soient fiers de cela. Quelles que soient les difficultés, inévitables, rencontrées en chemin.

Si nous pouvons parfois penser qu'il y a d'une part eux, les responsables politiques, et d'autre part nous, le peuple, dans la réalité les

choses sont plus complexes. Entre chacun d'entre nous et les grands courants qui dessinent le monde, il y a un continuum.

C'est nous qui écrivons l'histoire, que ce soit passivement en laissant faire les courants dominants présents, en agissant sans véritablement considérer les conséquences de nos actes, ou activement en mettant nos actes en cohérence avec nos valeurs et en les questionnant. En se mettant au gouvernail de nos vies, par résonance, nous encourageons ceux qui nous entourent à faire de même.

« L'avenir n'est pas un lieu où nous allons, mais un milieu que nous créons. »

John H. Schaar

Remerciements

Nous tenons à remercier Christine Breton, fidèle soutien du collectif Appel de la jeunesse. Ce petit livre a vu le jour sur ses conseils. Nous remercions aussi tous ceux qui par leurs remarques et suggestions ont rendu possible ce projet : Alain Gabaldon, Pauline Reybier, Marina Poiroux, Mireille Lizot, Christine et Dominique Riboullet, Martine Etcheverry, René, Dorothée Benoit-Browaays, Catherine Aflalo, André Cicoella, Gilles-Éric Séralini, Frédérique Hilary.

Nous remercions grandement Jean-Marie Pelt, d'avoir écrit la préface de ce livre. Ainsi que l'éditeur, Jacques Maire pour sa confiance et ses encouragements continus et toute son équipe pour le plaisir de travailler avec elle dans la construction de ce livre.

Notes

- 1 Haut Conseil de la santé publique, Rapport, « Les inégalités sociales de santé : sortir de la fatalité », décembre 2009.
- 2 <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>
- 3 Association Regards croisés, *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention*, Jouvence, 2010.
- 4 Darnil Sylvain et Le Roux Mathieu, *80 hommes pour changer le monde : Entreprendre pour la planète*, Éditions Jean-Claude Lattès, 2005.
- 5 FAO, organisations des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- 6 Étude publiée en décembre 2011 par l'Institut national de veille sanitaire (InVS).
- 7 Étude de l'INSEE publiée en août 2011, données 2009.
- 8 <http://www.un.org/fr/documents/udhr/index3.shtml>
- 9 <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-du-4-octobre-1958/charte-de-l-environnement-de-2004.5078.html>
- 10 Ifop. Analyse sur le profil des candidats aux élections cantonales 2011.
- 11 Reeves Hubert, *Mal de Terre*, Seuil (poche), 2005, p. 15.
- 12 *La Constitution de la Ve République*, Gualino lextenso éditions, 2010, p. 7.
- 13 *La Constitution de la Ve République*, Gualino lextenso éditions, 2010, p. 7.
- 14 Voir le site officiel mis en place par la Commission européenne : <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome>
- 15 <http://lecese.fr/petitions-citoyennes/comment-saisir-le-cese>
- 16 Association Regards croisés, *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention*, Jouvence, 2010, p. 231.
- 17 L'article suivant : G.-É. Séralini, J. Spiroux de Vendômois, D. Cellier, - New Analysis of a Rat Feeding Study with a Genetically Modified Maize Reveals Signs of Hepatorenal Toxicity-, Arch. Environ. Contam. Toxicol. 52, 596-602, 2007 et celui-ci : G.-É. Séralini, J. Spiroux de Vendômois, D. Cellier, S. Sultan, M. Buiatti, L. Gallagher, M. Antoniou, K.R. Dronamraju, - How subchronic and chronic health effects can be neglected for GMO's, pesticides or chemicals -, International Journal of Biologic Sciences, 5, 438-43, 2009.
- 18 http://www.lemonde.fr/planete/infographie/2007/06/01/les-principales-sources-de-pollution-chimique_917513_3244.html
- 19 http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03323
- 20 http://www.lemonde.fr/crise-financiere/article/2011/12/01/le-chomage-au-plus-haut-en-europe-affecte-d-abord-les-jeunes-et-les-seniors_1611862_1581613.html
- 21 Association Regards croisés, *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention*, Jouvence, 2010, p. 239.
- 22 http://www.lepoint.fr/societe/quatre-anciens-dirigeants-du-comite-permanent-amiante-mis-en-examen-09-01-2012-1417065_23.php
- 23 Pour aller plus loin, lire l'article d'Éliane Patriarca publié dans le journal *Libération*, le 21 novembre 2011. www.liberation.fr/societe/01012372695-bisphenol-a-une-si-lente-lutte
- 24 www.criigen.org/
- 25 www.mdrgf.org/
- 26 <http://reseau-environnement-sante.fr/>
- 27 Cicolella André, *Le Défi des épidémies modernes*, La Découverte, 2007.
- 28 Rapport AFSSET, « Évaluation des risques liés aux nanomatériaux pour la population générale et pour l'environnement », mars 2010, p. 63 à p. 78.
- 29 www.vivagora.fr/
- 30 Jamet Dominique, *"I have a dream" Ces discours qui ont changé le monde*, Archipoche, 2008.
- 31 Tiré de la loi du 10 septembre 1947 déterminant le cadre légal des coopératives.
- 32 Rapport du Conseil supérieur de la coopération, « Le mouvement coopératif en France, délégation interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation sociale et à l'Économie sociale », 2007.
- 33 Rapport annuel de l'Alliance coopérative internationale, 2005.
- 34 Lois du 21 mai 1951, du 11 octobre 1952 et du 15 janvier 1972 sur la cogestion des salariés dans les conseils de surveillance.
- 35 Étude de Ernst & Young publiée en 2010, « Panorama des pratiques de gouvernance 2010 ».
- 36 Centre d'analyse stratégique, Jean-Louis Dayan, juin 2008, « Flexicurité » européenne : où en est la France ?, n° 102.

- 37 Opesc www.opesc.org/reseaux/reseaux-gen.php
- 38 www.bcorporation.net/
- 39 Source : lemonde.FR avec AFP le 29.06.2011.
- 40 *Le Monde* du 13.09.2011.
- 41 E. Steliavora-Foucher, C. Stiller, P. Kaatsh, F. Berrino, J.W. Coebergh, ACCIS Scientific Committee (2005), "Trends in childhood cancer incidence in Europe, 1970-99", *Lancet*, Jun. 18-24, 365(9477), 2088.
- 42 Présentation des dernières données d'incidence et de mortalité par cancer en France et des tendances des 25 dernières années (1980-2005) - Conférence de presse du 21 février 2008. www.invs.sante.fr
- 43 *Le Monde* du 29.06.2011.
- 44 Haut Conseil de la santé publique, Rapport, « Les inégalités sociales de santé : sortir de la fatalité », décembre 2009, p. 30.
- 45 OMS Europe, Rapport sur la cinquante-sixième session, 11-14 septembre 2006.
- 46 Panorama de la santé 2011 : Les indicateurs de l'OCDE.
- 47 Haut Conseil de la santé publique, Rapport, « Les inégalités sociales de santé : sortir de la fatalité », décembre 2009.
- 48 Dossier de presse de l'Union fédérale de Ostéopathes de France, mars 2010.
- 49 www.swissinfo.ch/fre/politique_suisse/Une_nouvelle_chance_pour_les_medicines_douces_.html?cid=29233300
- 50 FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Deuxième rapport sur l'état des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, 2010. On peut lire à ce sujet un article synthétique : www.fao.org/DOCREP/004/V1430F/V1430F04.htm
- 51 www.semencespaysannes.org
- 52 www.biodiversite2010.ch/wissen/international/
- 53 <http://kokopelli.asso.fr/proces-kokopelli/gnis-fnpsp7.html>
- 54 L'eau et la sécurité alimentaire face au changement global : quels défis, quelles solutions ? Contribution au débat international, p. 10. Auteur : Conseil général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces ruraux. Pour télécharger le dossier : http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Eaufrançais_version_24-02.pdf
- 55 http://ec.europa.eu/environment/soil/pdf/com_2006_0231_fr.pdf
- 56 Association Regards croisés, *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention*, Jouvence, 2010, p. 183.
- 57 Rapport du CGDD : Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau.
- 58 Rapport d'activité 2009/2010 – UIPP.
- 59 http://www.lexpress.fr/actualite/environnement/pesticides-les-francais-en-ont-plein-le-sang_972072.html
- 60 INRA, 2010. Synthèse de l'étude, « Écophyto R&D : quelles voies pour réduire l'usage des pesticides ? »
- 61 <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto-2018,510>
- 62 www.pouruneautrepaq.eu/guide-politique-agricole-commune/Guide-de-la-Politique-Agricole-Commune.pdf
- 63 Groupe PAC 2013 - Guide de la Politique agricole commune.
- 64 FEAGA et FEADER, 2008.
- 65 Agence Bio : L'agriculture biologique en France.
- 66 Ministère de l'Agriculture, article « Agriculture biologique : + 86 % de surfaces en conversion en 2009 ».
- 67 Article Novethic publié le 20.05.2011 : Croissance record pour l'agriculture bio.
- 68 www.laruchequiditoui.fr
- 69 www.lepoint.fr/economie/nucleaire-l-heure-des-choix-31-01-2012-1425621_28.php, le rapport peut être téléchargé sur le site : www.ccomptes.fr
- 70 Scénario Négawatt 2011, www.negawatt.org
- 71 Scénario Négawatt 2011, www.negawatt.org
- 72 Ministère du Développement durable, « Bilan énergétique de la France pour 2010 ».
- 73 Enercoop est un fournisseur d'électricité 100 % renouvelables (photovoltaïque, éolien, hydraulique et biogaz). C'est une structure à but non lucratif qui réinvestit les bénéfices au profit des énergies renouvelables. www.enercoop.fr
- 74 www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20120320trib000689374/l-allemande-sort-du-nucleaire-sans-polluer-davantage.html
- 75 C. Jacquiau, *Les Coulisses de la grande distribution*, chapitre 12, p. 93, Albin Michel, 2000.
- 76 « Rapport sur l'évolution de la distribution : de la coopération à la domination commerciale », Jean-Yves Le Déaut, rapport à l'Assemblée nationale n° 2072.

- 77 Pour soutenir cette initiative, vous pouvez signer la pétition : www.petitions24.net/sauvons_nos_terres_agricoles_nourricieres
- 78 Sondage Mobivia Groupe 2012 intitulé « L'opinion des Français sur l'écomobilité ».
- 79 ATTAC.2004. Le développement a-t-il un avenir ?, Pour une société solidaire et économe.
- 80 Association Regards croisés, *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention*, Jouvence, 2010, p. 261.
- 81 Discours de M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO.
- 82 Yunus et Weber, 2009 ; Yunus, *et al.*, 2010.
- 83 www.leanature.com/
- 84 www.onepercentfortheplanet.org/fr/
- 85 Financial transaction tax, "Small is Beautiful", Directorate General For Internal Policies, 2010, Economic and Monetary Affairs, PE 429.089, p. 5
- 86 Jamet Dominique, *"I have a dream" Ces discours qui ont changé le monde*, Archipoche, 2008.
- 87 <http://economiedefonctionnalite.fr/en-pratique/michelin/#more-105>.
- 88 Article XX-b Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT 1947).
- 89 Article XX-g, id.
- 90 Communauté européenne du Charbon et de l'Acier : en mettant en commun la production de ces ressources, les pays fondateurs espèrent éviter toute nouvelle entrée en conflit.
- 91 « L'Europe, le cheminement d'une idée », Jean-Michel Ducomte, Les Essentiels Milan, 2005.
- 92 Jean Monnet, Discours de Strasbourg, 15 Juin 1953.
- 93 Version consultable en ligne : www.echr.coe.int/NR/rdonlyres/086519A8-B57A-40F4-9E22-3E27564DBE86/0/FRA_Conven.pdf
- 94 La France interdisant l'adoption d'un enfant par une femme homosexuelle a été condamnée par la Cour européenne des Droits de l'homme dans l'affaire : E.B. c. France (no 43546/02) du 22 Janvier 2008.
- 95 Cette expression « géant économique, nain politique » est fréquemment employée par *Le Monde Diplomatique*, ou encore le journaliste Sébastien Falletti pour *Europolitique*.

Les auteurs

C'est au sein du collectif Appel de la jeunesse que le projet de ce livre collectif a vu le jour avec la participation de Justine Arnaud, Timothée Elkihel, Adrien Rérat, Robin Rérat, Martin Rieussec et Gilles Vanderpooten.



Pour en savoir davantage sur l'Appel de la jeunesse : www.appeldelajeunesse.org

Martin Rieussec a représenté les jeunes Français lors de la 5^e conférence ministérielle sur la santé et l'environnement à Parme en 2010, coordonné l'ouvrage collectif *Vous avez dit cancer ? Des causes environnementales à la prévention* et écrit *Bonheur d'agir !* co-édité par les éditions Fischbacher et les éditions Astobelarra.



Justine Arnaud est une militante écologiste, elle travaille actuellement pour une députée européenne.



Gilles Vanderpooten est auteur et responsable associatif, il a notamment fondé le *Tour de France du développement durable* et coécrit *Engagez-vous !* avec Stéphane Hessel (www.vivelavenir.org).

Timothée Elkihel est consultant en développement durable, engagé dans l'associatif, il a porté la voix étudiante dans la définition de la stratégie développement durable de l'enseignement supérieur.



Robin Rérat
est ingénieur agronome.



Adrien Rérat est membre du conseil d'administration du collectif *Appel de la jeunesse*. Il est architecte et illustrateur à Paris.



La collection PlanB

COLLECTION

Seuls les optimistes sont convaincus que notre type de société peut perdurer en l'état, les réalistes, eux, sont persuadés qu'elle doit changer.

Cette citation n'est de personne : elle émane du bon sens. Du bon sens des gens dans leur quotidien, dans leur perception de l'évolution de la société, de ses absurdités, de son obstination à vouloir se précipiter dans un cul-de-sac sans retour.

Dresser la liste des erreurs et absurdités du système actuel ne ferait que rajouter au pessimisme ambiant. Vous avez fait votre constat, votre bilan. Et avec une bonne dose de réalisme vous êtes arrivé à la conclusion que ce n'est pas grâce à nos élites, au pouvoir politique, au pouvoir économique (qui est en lobbying constant avec eux) que la solution pourra être trouvée.

Le propos de cette collection n'est pas de présenter un bilan catastrophique (et à la fois si rassurant pour ceux que se complaisent dans le rôle de victime!), mais d'ouvrir à des voix émanant de la société civile des propositions de sortie de crise pour créer un renouveau, une Renaissance.

En effet, c'est bien une Renaissance qui a fait évoluer le monde du Moyen Age vers le Siècle des Lumières (et ceci avec l'apport du livre notamment!); aujourd'hui,

nous sommes certainement sur le point de vivre une autre Renaissance : celle du Siècle des Lumières et du Progrès vers celui de la Conscience (et nous souhaitons que le livre y participe !).

Lorsqu'une armée s'est enfoncée dans un défilé sans issue, elle en fait le constat et doit rebrousser chemin ; les premiers seront alors les derniers et les derniers les premiers.

Cette citation n'est également de personne ; elle émane de la sagesse populaire - mais le Christ l'évoquait déjà sous une autre forme -, de la société civile : celle dont nous faisons tous partie en tant qu'acteur économique, parent, amateur de la vie et citoyen soucieux de s'épanouir dans une société qui privilégie la valeur et l'humain, le moment présent et le devenir des générations futures, le juste sens des égalités et le rejet des inégalités.

C'est justement à cette société civile que les Editions Jouvence souhaitent permettre de s'exprimer, mais d'une manière positive et créative. L'indignation est certes un constat fédérant, mais insuffisant. Il faut agir dans un sens constructif et mobilisateur.

Les pessimistes nous disent que notre monde actuel n'a pas de « plan B » (plan de dernier recours), les optimistes, eux, sont persuadés du contraire : il existe un « plan B », celui du Bonheur, de l'autonomie, de la responsabilisation, de la joie de vivre (pas dans l'insouciance mais dans la conscience).

Après le constat de l' « indignation » que nous partageons, il faut dépasser le stade de la résignation pour aller vers celui de l'action positive et de la créativité, lesquelles génèrent les valeurs de solidarité, de proximité, de renouveau, d'indépendance par rapport au système... bref de valeurs qui dépassent la notion étriquée de simple valeur matérielle qui nous est imposée comme unique étalon de référence, alors que la réalité est bien plus complexe et plus « riche » !

Nous croyons en ce plan B et ne pouvons que vous encourager à vous y engager dans votre quotidien.

« C'est par un premier pas que commence un grand voyage ».

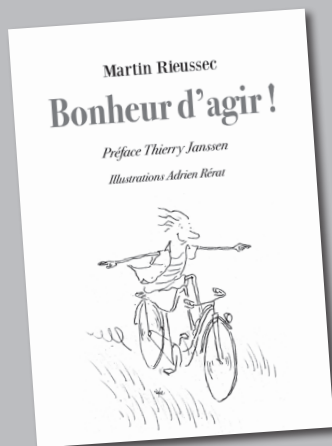
Cette phrase pourrait émaner également de la sagesse populaire ; elle est simplement de Lao-Tseu !

Jacques Maire
Éditeur

P.S. Gandhi nous rappelle que : Commencez par changer en vous, ce que vous voulez voir changer autour de vous et que Vous devez être le changement que vous voulez voir dans le monde .

Ces phrases sont si fortes que la sagesse populaire - dont nous sommes tous détenteurs - pourrait aussi se les approprier ; puissent-elles devenir vôtres, nôtres également !

Du même auteur



Bonheur d'agir !

Martin Rieussec

Préface de Thierry Janssen

Co-édition de Astobelarra et Fischbacher

Ce livre est une invitation à l'émerveillement et au bonheur d'agir pour ce qui nous tient à cœur.

«L'ambition de la jeunesse se mesure ici à l'audace de leurs rêves, et leur valeur à la ferveur que nous mettrons à les réaliser.»

Gilles-Eric Séralini, Professeur des universités.

Également aux Éditions Jouvence



Vous avez dit cancer ?

Des causes environnementales à la prévention

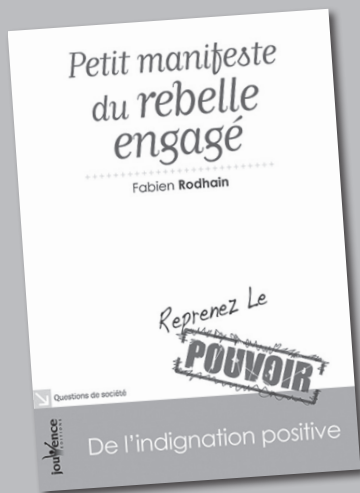
Association étudiante Regards croisés

Sous la coordination de Martin Rieussec

288 pages - 24,90 €

Aujourd'hui le cancer touche un homme sur deux. Depuis 25 ans, le nombre ne cesse d'augmenter. Pourquoi ? L'évolution de nos modes de vie et la dégradation environnementale en sont-ils les causes ? Les auteurs nous apportent ici un message d'espoir et proposent de s'attaquer aux vraies causes de la maladie.

Également aux Éditions Jouvence



Petit manifeste du rebelle engagé

De l'indignation positive

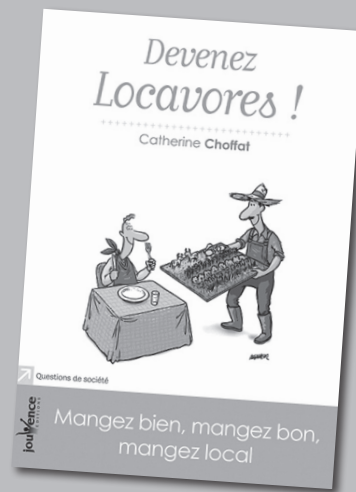
Fabien Rodhain

Collection : maxi-pratique

160 pages - 7,70 €

Ce livre, véritable petit objet militant vous incitera à participer à changer le monde, à travers cinq clés de réflexion et d'action pragmatiques. Pour s'indigner utile !

Également aux Éditions Jouvence



Devenez locavores

Mangez bien, mangez bon, mangez local

Catherine Choffat

Collection : maxi-pratique

192 pages - 8,70 €

Découvrez le plaisir de manger local grâce à ce petit livre pratique et engagé ! L'auteure vous y encourage avec des recettes simples et originales ! Faites le pas, la solution est locale !



© Picture-Factory

CLIQUEZ BIEN-ÊTRE !
www.editions-jouvence.com

**Des auteurs
Experts**

naturopathie

nouvelle parentalité

500 ouvrages de référence

CNV

psychologie positive

ho'oponono

Des livres à prix doux
Feuilletez le catalogue en ligne

info@editions-jouvence.com